

CE MAGAZINE VOUS  
EST OFFERT

THIS MAGAZINE  
IS FREE

## AFRIQUE

- **Les 10 pays à forte croissance de l'immobilier**
- **Dix échangeurs emblématiques qui transforment la mobilité urbaine**

## CÔTE D'IVOIRE

**Des routes, des ponts et des échangeurs pour soutenir la croissance**

KINSHASA, LAGOS, LE CAIRE...

# Le top 10 des plus grandes villes africaines qui façonnent le continent





# EDITORIAL

INFRASTRUCTURES, HABITAT,  
IMMOBILIER

## L'Afrique se construit et HOME Magazine vous ouvre les portes des affaires !

**D**es constructions et réaménagements de barrages et la rénovation du Stade du 4-Août au Burkina. La modernisation des aéroports au Maroc. Des mégaprojets pour transformer l'économie au Rwanda. Le bitumage de l'axe Kasindi-Butambo, pour rapprocher davantage la République Démocratique du Congo et l'Ouganda. Des mines et des infrastructures qui aiguïsent l'appétit des Américains au Gabon. L'inauguration de tronçon ferroviaire en Algérie. L'élaboration d'un plan ambitieux de 700 millions de dollars pour moderniser les aéroports au Nigeria. La construction d'un pont pour désenclaver l'Afrique centrale. 10 échangeurs emblématiques qui donnent un nouveau visage à la mobilité urbaine. La construction du plus grand aéroport d'Afrique en Ethiopie. L'érection de logements sociaux en Côte d'Ivoire. L'aéroport international de Khartoum en reconstruction au Soudan. La ville intelligente qui devrait bientôt pousser au Botswana. Le Top 10 des plus grandes villes qui façonnent le continent. Les 50 villes les plus attractives. La forte croissance de l'immobilier dans 10 pays africains.

Ce sont autant de sujets que traite ce numéro de HOME Magazine, votre bible des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme, qui vous permet d'en savoir toujours un peu plus sur l'évolution de ces domaines en Afrique. Mais plus que la simple lecture qu'elle vous offre, c'est à une prise de conscience de ceux qui décident de l'avenir de ce monde et de leurs peuples, qu'appelle HOME Magazine. Il attire leur vif intérêt sur l'accent particulier à mettre sur le développement de ces secteurs-clés qui sont le baromètre du développement d'une Afrique qui se construit. Le continent, il faut le dire, n'entend plus tenir la queue de peloton en matière d'Infrastructures, d'Habitat et de d'Urbanisme. Ce qui explique ce boom de l'immobilier, ces échangeurs, ponts, aéroports et ports, lignes ferroviaires, etc., qui poussent comme des champignons, contribuant à la création d'emplois pour une jeunesse en quête de mieux-vivre, et facilitant surtout les échanges commerciaux entre les pays africains, d'abord entre eux, et avec les pays des autres continents. Ce n'est que par cette voie du désenclavement interne et de l'ouverture sur le reste du monde, que l'Afrique peut reconquérir la place véritable qui est la sienne sur l'échiquier du commerce mondial.

Et c'est cette mission que s'est assignée HOME Magazine depuis quelques années, de vous ouvrir les portes de l'univers des affaires par le biais de ces colonnes, devenant ainsi l'espace incontournable où il faut se mettre au fait des informations vitales sur les Infrastructures, l'Habitat et l'Immobilier en Afrique, et où il faut communiquer pour vous faire connaître et mettre vos entreprises au diapason du marché international.

Allons ensemble à la découverte de ce nouveau numéro de HOME Magazine !

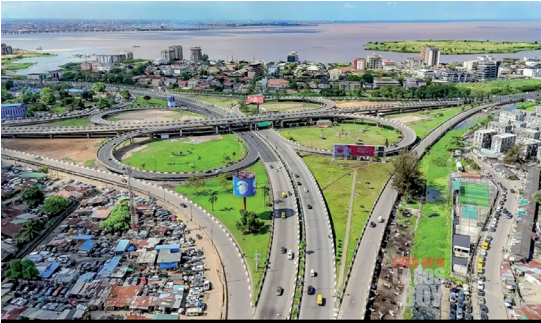


**Innocent BELEMTOUGRI**  
*Chevalier de l'Ordre de l'Étalon*  
*Chairman of the Board of BITEL GROUP*  
*Consultant- Founder of Cabinet SEMICA*  
*Chief Executive Officer*



# S O M M A I R E

## 28 AFRIQUE Dix échangeurs emblématiques qui transforment la mobilité urbaine



## 32 CÔTE D'IVOIRE Des routes, des ponts et des échangeurs pour soutenir la croissance



7 BURKINA  
Les barrages urbains de Ouagadougou  
bientôt réaménagés pour refaçonner le visage  
de la capitale

9 MAROC  
Chantier naval de Casablanca, un levier  
stratégique pour l'industrie maritime

14 CÔTE D'IVOIRE  
115,66 millions d'euros pour développer des  
infrastructures agricoles et de désenclavement  
transfrontalier

16 RDC-UGANDA  
Les travaux de bitumage de l'axe Kasindi-  
Butembo prévus dès 2026

17 GABON  
Les mines et les infrastructures suscitent  
l'intérêt d'investisseurs américains

19 ALGÉRIE  
Inauguration du tronçon ferroviaire  
Bechar-Abadla

20 NIGERIA  
Un plan ambitieux de 700 millions de dollars  
pour moderniser ses aéroports

22 BURKINA FASO  
Une cité pour garantir un accès  
au logement décent

23 AFRIQUE  
Un pont pour désenclaver l'Afrique centrale

24 AFRIQUE CENTRALE  
Bientôt quatre ports à arrêt unique pour  
fluidifier les échanges entre la RDC et le Burundi

25 LGV KENITRA-MARRAKECH  
Le Maroc engage un programme ferroviaire  
historique de 96 milliards de dirhams

30 ETHIOPIE  
A Bishoftu, le pays lance la construction du plus  
grand aéroport d'Afrique

## 42 SAMAC 2025 L'architecture, pilier d'un développement durable en Afrique de l'Ouest





# AIRRE

## **60** KINSHASA, LAGOS, LE CAIRE... **Le top 10 des plus grandes villes africaines qui façonnent le continent**



- 36** BITEL GROUP  
**Une expertise africaine de la communication  
360° et de l'événementiel stratégique**
- 38** AFRIQUE  
**Les 10 pays à forte croissance de l'immobilier**
- 41** RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
**La fin de la grève des transporteurs entraîne une chute  
du prix du ciment**
- 44** IMMOBILIER EN CÔTE D'IVOIRE  
**La CNPC-CI met en lumière le savoir-faire local à travers  
une tournée des chantiers**
- 45** NIGERIA  
**Un programme de logement social  
ambitieux pour créer 2 millions d'emplois**
- 47** MALI-BURKINA FASO  
**La SONATUR et ACI 2000 partagent leurs expertises en  
matière d'aménagement urbain**
- 48** CÔTE D'IVOIRE  
**Le Tour F, un colosse de verre et d'acier pour incarner la  
modernité ivoirienne**
- 50** GABON  
**Le pays se dote d'un ambitieux programme  
de 5000 logements sociaux**
- 51** CAMEROUN  
**Face à un déficit de 2,5 millions de logements, la  
construction passe à la vitesse supérieure**
- 54** BOTSWANA  
**Kalahari City, la ville intelligente qui devrait bientôt pousser  
dans le désert**



**HOME, Le Magazine panafricain  
des Infrastructures, de l'Habitat  
et de l'Immobilier**

**The Pan-African Magazine of  
Infrastructure,  
Housing and Real Estate  
10 BP 524 Ouagadougou 10  
Email : [marketing@homemag.info](mailto:marketing@homemag.info)  
Tel : +226 70 20 24 66  
[www.homemag.info](http://www.homemag.info)**

Ce magazine est le vôtre ! Il vous  
est offert par BITEL GROUP.  
Vous pouvez également recevoir  
la version numérique en vous  
connectant sur le site  
[www.homemag.info](http://www.homemag.info)

**Directeur de publication**  
Innocent BELEMTOUGRI

**Secrétariat de Rédaction :**  
Sylvie ZONGO DALA

**Conception Graphique &  
Réalisation:**  
BITEL GROUP

**Régie/Advertising :**  
BITEL GROUP

**Distribution :**  
BITEL GROUP

**Impression/print :**  
Africa Print

**Tirage/printed copies :**  
5000 exemplaires

Dépôt Légal N° 2300/2021 du 20/  
Décembre 2021

**HOME Mag**  
Janvier - Février - Mars 2025  
Pour toutes informations,  
contactez-nous :  
Par mail : [info@homemag.info](mailto:info@homemag.info)

CE MAGAZINE VOUS  
EST OFFERT

THIS MAGAZINE  
IS FREE



Boostez votre visibilité auprès de notre audience engagée en réservant dès maintenant votre espace publicitaire dans Home magazine.

Boost your visibility to our engaged audience by booking your advertising space in Home magazine now.



[www.homemag.info](http://www.homemag.info)



[commercial@homemag.info](mailto:commercial@homemag.info)  
+226 70202466



## BURKINA

# Les barrages urbains de Ouagadougou bientôt réaménagés pour refaçonner le visage de la capitale

Le Burkina Faso envisage de refaçonner le visage de Ouagadougou grâce à un ambitieux projet de réaménagement des trois barrages construits dans les années 60 pour désaltérer sa capitale.

L'Agence de l'eau du Nakanbé (AEN) va bientôt transformer les barrages 1, 2, 3 de Ouagadougou grâce à des opérations d'assainissement et d'aménagement. Le 10 juillet 2025, un atelier a été organisé sous la présidence de Roger Baro, ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement, réunissant divers acteurs. Le but de l'atelier était de discuter de la réalisation du projet de réaménagement des barrages urbains à Ouagadougou.

Il s'agit de redonner vie à ce projet de plus de 300 milliards de francs CFA, selon les études faites en 2007. Le projet avait prévu certaines réalisations structurantes pour valoriser ces barrages.

Construits en 1963, les barrages N° 1, 2 et 3 de la ville de Ouagadougou avaient une capacité totale initiale d'environ 14 960 000 m<sup>3</sup> (base de retenue d'eau de 1998, DGRE). Ils étaient utilisés pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de



Ouagadougou. À ce jour, ces réservoirs d'eau sont utilisés en appoint pour satisfaire l'approvisionnement en eau au cours des mois de janvier à mai.

Mais ces barrages subissent diverses formes d'exploitation mettant en cause leur vocation initiale. En effet la cuvette du barrage est aujourd'hui exploitée pour le maraîchage, l'agriculture entraînant un développement massif de la jacinthe d'eau difficile à éliminer. Diverses occupations anarchiques des riverains rendent le barrage et ses abords insalubres, contribuant au développement de diverses maladies.

« Au niveau de la capitale, on a les plans d'eau, les barrages 1, 2, 3, annexés à la forêt de Bangr-Weogo. C'est un poumon écologique qu'il faut savoir valoriser et il y a un travail qui a été fait dans le passé. Donc cet atelier vise à mettre ce travail à jour, notamment un aménagement pour répondre aux instructions du camarade président Ibrahim Traoré qui a dit de travailler pour que les plans d'eau 1, 2, 3 et ces barrages soient navigables d'une part et que tout autour on puisse avoir une

activité économique et touristique. La ville de Ouagadougou et d'autres villes changent de visage. Il faut que ce changement soit cohérent dans un espace géographique », a indiqué le ministre Baro.

Le projet actualisé prévoit le curage des barrages, l'aménagement de l'ouvrage pour le rendre navigable, la création d'infrastructures touristiques et sportives, la construction de ponts et voies d'accès, selon Boukaré Sabo, directeur général de l'Agence de l'eau du Nakanbé.

Les différents acteurs, notamment le président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou, Maurice Konaté, se réjouissent de la remise sur rails de ce projet qui va contribuer grandement, d'après eux, à rendre attractive la ville en lui donnant une bonne image et en améliorant significativement l'hygiène et la salubrité. Cet atelier, qui a regroupé plusieurs acteurs de différents ministères et collectivités territoriales, va aboutir à l'établissement d'une feuille de route pour une bonne exécution du projet.

Source : DCRP/MEEA



## Le stade du 4-Août retrouve son lustre

Après plusieurs années de travaux pleins de rebondissements, la rénovation du stade du 4 Août à Ouagadougou est enfin achevée, et le stade a été homologué par la Confédération africaine de football (CAF). Les travaux ont inclus la réfection de la pelouse, des tribunes, des vestiaires, et l'amélioration de l'éclairage et de la sécurité. Le stade a été officiellement rouvert le 4 août 2025 avec une grande cérémonie.

Les travaux de réfection ont concerné la pelouse, les tribunes, les vestiaires, l'éclairage et la sonorisation. La pelouse a été entièrement refaite avec un nouveau gazon, un système d'arrosage automatisé et un drainage performant. Les tribunes ont aussi bénéficié d'un coup de jeune, avec de nouveaux sièges aux couleurs du drapeau burkinabé et des aménagements pour les personnes à mobilité réduite. Modernisés et équipés, les vestiaires sont désormais conformes aux normes de la CAF. L'éclairage a été mis aux normes de la FIFA (2000 lux) et le stade est équipé de plus de 140 caméras de surveillance.

Rouvert au cours d'une grande cérémonie le 4 août 2025, le stade éponyme est désormais apte à accueillir des événements sportifs. La CAF a donné son approbation pour la réouverture du stade après avoir constaté les améliorations.

Selon le ministre chargé des Sports, le stade du 4-Août rénové répond désormais aux normes internationales. Et cette rénovation du stade s'inscrit dans la volonté des plus hautes autorités de « redonner ses lettres de noblesse au secteur sportif de notre pays ».

Pour marquer la renaissance de ce patrimoine sportif national, des sauts parachutistes, des prestations d'artistes, la présentation du nouveau maillot officiel des Étalons.

Le stade du 4 Août présente maintenant un nouveau visage que le public sportif et l'ensemble de la population burkinabè sont appelés à préserver. « Ce qui est construit par l'effort commun doit être préservé par la conscience collective », soutient le ministre Somda.

Source : DCRP / Présidence du Faso





MAROC

# Chantier naval de Casablanca, un levier stratégique pour l'industrie maritime

Casablanca s'apprête à accueillir le plus grand chantier naval d'Afrique, une infrastructure d'envergure qui symbolise les nouvelles ambitions industrielles du Royaume. En phase finale d'attribution, ce projet structurant devrait jeter les bases d'une véritable filière navale marocaine, capable de rivaliser à l'échelle régionale.

**D'**une superficie de 21 hectares, le chantier naval de Casablanca se distingue par des équipements à la pointe de la technologie : une forme de radoub de 244 mètres sur 40, une plateforme élévatrice de 150 mètres capable de lever jusqu'à 9 000 tonnes, une darse équipée d'un portique de 450 tonnes, ainsi que 820 mètres linéaires de quais d'armement. Autant d'installations conçues pour répondre aux exigences de la maintenance navale lourde, tant civile que militaire.

## Un projet à 300 millions de dollars au cœur de la stratégie industrielle nationale

Porté par l'Agence nationale des ports (ANP), le projet entre dans sa phase décisive, avec quatre candidats internationaux encore en lice. Parmi eux, le consortium formé par Hyundai Heavy Industries et le Marocain Somagec semble faire figure de favori. Fort de son expertise - Hyundai exploite le plus grand chantier naval au monde à Ulsan, en Corée du Sud - et de son partenariat local stratégique, le tandem répond

aux exigences techniques et industrielles posées par le Royaume. Avec un investissement de 300 millions de dollars, ce nouveau site incarne la volonté du Maroc de réduire sa dépendance extérieure, notamment pour l'entretien de sa flotte militaire. Jusqu'ici, les bâtiments de la Marine royale devaient être envoyés à l'étranger, entraînant des surcoûts logistiques et une perte d'autonomie stratégique. Le chantier de Casablanca viendra combler cette lacune, tout en stimulant la création de compétences locales.

## Une plateforme industrielle à haute valeur ajoutée

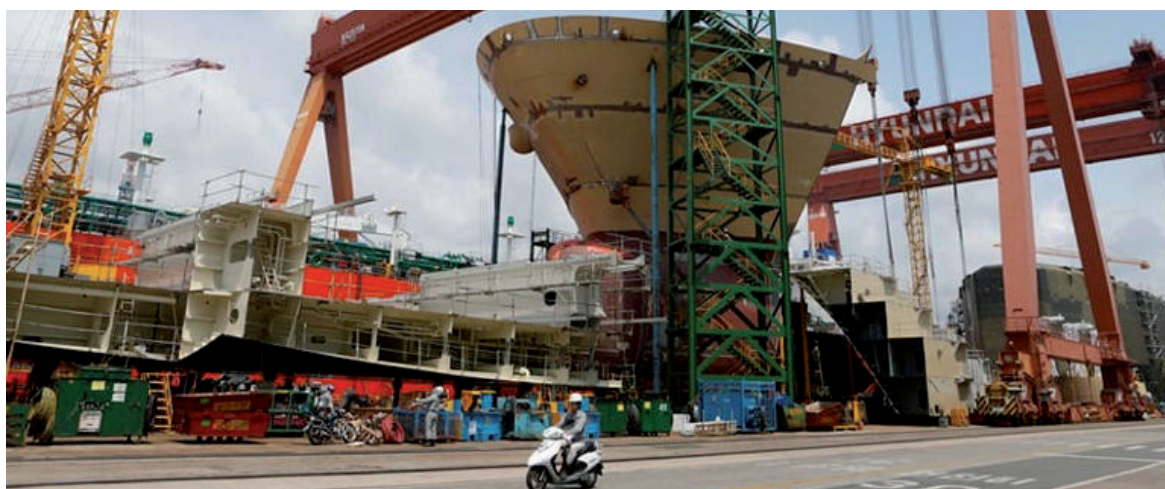
Au-delà de ses fonctions premières, le chantier naval est pensé comme une future plateforme de construction navale, à l'image des réussites marocaines dans les secteurs automobile et aéronautique. Il permettra au Royaume de capter une part de la demande en provenance d'Europe du Sud et d'Afrique de l'Ouest, tout en ouvrant la voie à une offre exportable made in Morocco. L'infrastructure s'inscrit ainsi dans une vision de long terme, où le trans-

fert technologique, la formation de main-d'œuvre qualifiée, et l'émergence d'un écosystème industriel local sont au cœur des priorités. Le modèle coréen, fondé sur une montée en gamme progressive et une intégration locale poussée, pourrait servir d'inspiration au développement de cette nouvelle filière.

## Une décision attendue aux implications géopolitiques

L'attribution de la concession, prévue pour une durée de 30 ans, sera bientôt tranchée. Mais au-delà du choix du futur exploitant, c'est l'avenir d'une industrie stratégique qui se joue. En confiant le chantier naval de Casablanca à un acteur expérimenté et structurant, le Maroc entend affirmer sa souveraineté industrielle et renforcer sa position géopolitique dans un contexte maritime de plus en plus concurrentiel. Le chantier naval de Casablanca n'est plus simplement un projet d'infrastructure : il devient un symbole du Maroc industriel de demain.

Source : hespress.com



MAROC

## Le pays injecte plus de 4 milliards de dollars dans la modernisation de ses aéroports



Le Maroc a été retenu avec l'Espagne et le Portugal pour abriter la Coupe du monde 2030 de la FIFA. Pour le royaume chérifien, la fête doit être belle et pour ce faire, elle met les petits plats dans les grands pour que les milliers de supporters qui vont déferler sur son territoire soient à l'aise. C'est pour cela qu'il entreprend de moderniser ses aéroports afin de les embellir et de les rendre davantage pratiques.

Rabat va consacrer une enveloppe de 4,5 milliards de dollars à ce projet sur cinq ans. Le gouvernement a même paraphé un accord avec l'Office national des aéroports. Les aéroports de Casablanca, de Marrakech, d'Agadir et de Fès sont les bénéficiaires de ce plan de modernisation. La capacité de leurs infrastructures sera élargie, passant de 38 millions de passagers à 80 millions d'ici à 2030 pour certains. Au-delà de la Coupe du monde, ce

plan de modernisation pourrait aussi permettre au pays de booster son industrie touristique. En 2024, il a reçu un nombre record de 17,4 millions de visiteurs, soit une augmentation de 20 % par rapport à 2023. Il espère attirer 26 millions de touristes en 2030, selon les données publiées par l'agence Reuters.

Source : Africanews







## RWANDA

# Huit mégaprojets pour transformer l'économie en 2025

Déterminé à accélérer sa croissance économique, le Rwanda a lancé une série de mégaprojets ambitieux dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'innovation et du tourisme. Ces projets stratégiques, programmés entre 2020 et 2030, devraient renforcer la position du pays comme moteur économique régional. Voici huit initiatives majeures en cours.



### 1. Barrage polyvalent de Nyabarongo II

- Période : 2021 - 2025
- Montant : 214 millions USD
- Partenaires : Rwanda Energy Group & Sinohydro
- Localisation : Shyorongi (province du Nord)
- Objectifs : Ce barrage hydroélectrique de 43,5 MW permettra également d'irriguer 20 000 hectares de terres agricoles grâce à un réservoir de 846 millions de m<sup>3</sup>.

### 2. Barrage d'Akanyaru : coopération régionale

- Période : 2022 - 2025
- Montant : 190 millions USD
- Partenaires : Rwanda, Burundi

& Banque africaine de développement

- Localisation : District de Gisagara (frontière avec le Burundi)
- Objectifs : Fournir de l'eau potable à plus de 600 000 personnes, irriguer 12 474 hectares, et produire 14,5 MW d'électricité.

### 3. Kigali Green Complex : un gratte-ciel durable

- Période : 2024 - 2027
- Partenaires : Ultimate Developers Ltd, Vavaki Architects, Shelter Group of Qatar
- Lieu : Centre d'affaires de Kigali
- Objectifs : Avec ses 29 étages, ce bâtiment à usage mixte (bureaux, commerces, parkings)

sera le plus haut du pays et le premier certifié écologique (LEED Or).

### 4. Aéroport international de Bugesera

- Période : 2017 - 2026 (1re phase)
- Montant : 2 milliards USD
- Partenaires : Gouvernement rwandais & Qatar Airways (60 %)
- Lieu : Bugesera (25 km de Kigali)
- Objectifs : Accueillir jusqu'à 7 millions de passagers par an dès la première phase, avec une extension à 14 millions d'ici 2032.





### 5. Fonds d'innovation du Rwanda

- Lancement : 2020 - 2025
- Montant : 100 millions USD
- Partenaires : Gouvernement, BAD, investisseurs privés
- Objectifs : Soutenir les startups technologiques et les PME innovantes, tout en stimulant l'entrepreneuriat et la transformation numérique.



### 6. Kigali Innovation City: la Silicon Valley rwandaise

- Période : 2019 - 2030
- Montant : 2 milliards USD
- Partenaires : Gouvernement, Africa50, acteurs privés
- Lieu : Zone économique spéciale de Kigali
- Objectifs : Accueillir universités, entreprises technologiques, biotech et centres commerciaux pour faire du Rwanda un pôle régional d'innovation.



### 7. Extension du parc des expositions de Kigali

- Période : 2023 - 2025
- Partenaires : Fédération du secteur privé & partenaires internationaux
- Lieu : Gikondo, Kigali
- Objectifs : Augmenter la capacité d'accueil pour les foires commerciales internationales et moderniser les infrastructures événementielles.



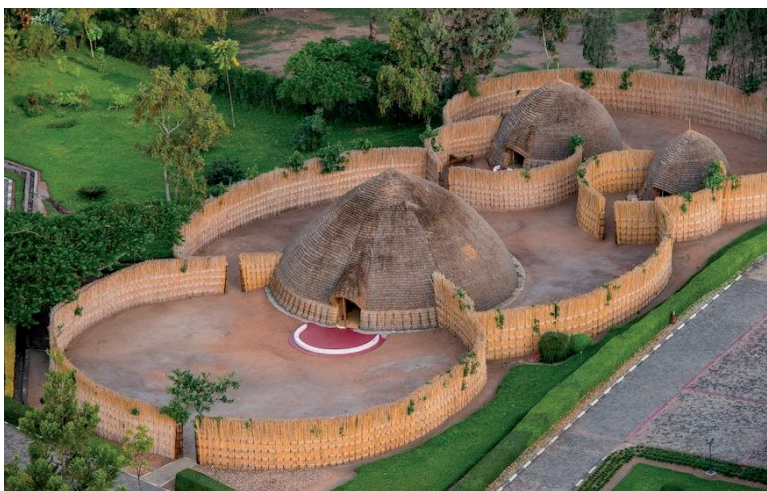
### 8. Village culturel du Rwanda

- Période : 2022 - 2025
- Montant : 50 millions USD
- Partenaires : Gouvernement & investisseurs privés
- Lieu : Nyanza (province du Sud)
- Objectifs : Mettre en valeur l'héritage culturel du pays à travers un site touristique moderne, tout en stimulant l'économie locale.

### Une vision à long terme

Ces projets s'inscrivent dans la stratégie de transformation économique du Rwanda, axée sur l'innovation, l'autonomie énergétique, les infrastructures modernes et la valorisation du patrimoine. D'ici 2025, ces initiatives devraient générer des milliers d'emplois, attirer les investissements étrangers et renforcer la résilience économique du pays.

Source : Congo-liberty.com





## CÔTE D'IVOIRE

# 115,66 millions d'euros pour développer des infrastructures agricoles et de désenclavement transfrontalier

En Côte d'Ivoire, la Banque africaine de développement a approuvé 115,66 millions d'euros pour développer des infrastructures agricoles et de désenclavement transfrontalier.



**L**es zones transfrontalières de la Côte d'Ivoire possèdent un énorme potentiel agricole et forestier, mais restent isolées des marchés principaux en raison d'un déficit critique d'infrastructures.

À cause des mauvaises conditions routières et des liaisons de transport inadéquates, les agriculteurs sont contraints de vendre leurs produits à des prix considérablement réduits ou de perdre entièrement leurs récoltes, tandis que des communautés entières demeurent coupées des opportunités économiques.

Le programme va répondre aux déficits critiques d'infrastructures en permettant la construction et la réhabilitation de corridors de transport clés, notamment la route Danané-Gbeunta vers la frontière libérienne et la route agricole Zuenoula-Kongasso-Mankono ainsi que des voiries urbaines des villes traversées par ces deux axes routiers. Ces connexions stratégiques amélioreront l'accès aux marchés

pour les agriculteurs ruraux, renforceront le commerce transfrontalier et consolideront les liens économiques avec les pays voisins, le Ghana et le Libéria.

Pour le directeur des Infrastructures et Développement urbain Mike Salawou, ce programme représente un investissement transformateur dans la compétitivité agricole de la Côte d'Ivoire et l'intégration régionale. « *En connectant les communautés isolées aux marchés et en améliorant les infrastructures transfrontalières, nous créons des voies pour une croissance économique durable tout en relevant les défis sécuritaires dans les zones frontalières fragiles* », a-t-il précisé.

Le programme est en phase avec la solide performance économique de la Côte d'Ivoire, le pays affichant une vigoureuse croissance du PIB de 6,1 % en 2024 et une progression anticipée de 6,3 % pour 2025-2026. Cette croissance économique robuste établit un socle fort pour les projets d'infrastructures qui favori-

seront le progrès et la diminution de la pauvreté.

En plus de développer les infrastructures routières, le programme vise à améliorer les chaînes de valeur agricoles en optimisant les équipements de transformation, de stockage et de vente des produits agricoles dans les régions concernées par le projet. Cette stratégie holistique s'attaque à tous les enjeux auxquels sont confrontées les communautés rurales, de la culture des produits agricoles à leur distribution vers les marchés.

Le projet s'appuie sur le partenariat en expansion de la Banque avec la Côte d'Ivoire, les engagements de financement total ayant quintuplé de 448 millions d'euros en 2015 à 2,317 milliards d'euros en décembre 2024. Cette croissance reflète à la fois la reprise économique post-crise du pays et la forte performance des projets soutenus par la Banque.

Source : [media@afdb.org](mailto:media@afdb.org)



## MADAGASCAR

# Mahajanga, le port des boutres, déménage pour laisser place à l'extension portuaire

Mahajanga amorce une réorganisation d'envergure de ses installations portuaires dans le cadre du Schéma directeur national de développement des ports (SDNDP), un programme de modernisation et d'expansion prévu jusqu'en 2040. L'objectif est double: améliorer la compétitivité des infrastructures ouvertes au trafic international et relancer le cabotage national.



Dans ce contexte, le port réservé aux embarcations légères — boutres, vedettes, « teuf-teuf » et pirogues — a été déplacé. Initialement situé au quai Orange, il se trouve désormais à l'est du quai Barriquand, à proximité du quai des bacs à Marolaka, entre le port principal de Mahajanga et ce secteur. Ce déménagement prépare le terrain pour les travaux d'extension et d'aménagement de la zone. Selon le SDNDP, les sept ports internationaux de Madagascar, dont celui de Mahajanga, feront l'objet d'une réhabilitation et d'un agrandissement. Les onze ports d'intérêt régional seront, quant à eux, remis en état afin de renforcer le transport côtier. À Mahajanga, ces chantiers pourraient entraîner des perturbations temporaires dans les activités portuaires.

### Consultations publiques et concertation locale

Pour accompagner ces changements, des consultations publiques ont été organisées dès le 31 juillet par la direction régionale des

Transports de Boeny, en collaboration avec le service des Affaires environnementales de l'APMF. Elles visent à informer la population sur les grandes lignes du SDNDP et à présenter l'organisation prévue pour les riverains et occupants des abords du port.

Le 4 août, une réunion avec les autorités locales et les services techniques concernés a eu lieu, suivie, le mercredi suivant, d'une descente sur le terrain auprès des collecteurs de poissons et des occupants du quai des bacs à Marolaka.

« *Tous les quais de Mahajanga seront concernés par les aménagements* », explique le directeur de l'APMF et officier de la marine marchande, Ronsard Franck Rakotoazafiarimamy. « *Le déplacement du quai des boutres vers l'est du quai Barriquand est une décision prise dans l'intérêt de l'ensemble de la population de Mahajanga.* »

### Nettoyage des quais et retrait des navires abandonnés

Dans le même temps, tous les bateaux à l'ancre, inutilisables ou en

mauvais état autour du port et des quais, seront retirés. Cette opération doit permettre de libérer les espaces pour faciliter la mise en œuvre des travaux d'agrandissement, conformément à la feuille de route nationale.

### Un plan stratégique à l'échelle nationale

Le SDNDP concerne le développement des cinq principaux ports ouverts au trafic international : Toamasina, Ehoala, Mahajanga, Toliara et Atsinanana. Une attention particulière est également portée à l'extension du port de Nosy Be afin d'accueillir davantage de paquebots et de soutenir le développement du tourisme maritime.

Cette restructuration, à Mahajanga comme dans les autres ports stratégiques du pays, s'inscrit dans une vision à long terme visant à positionner Madagascar comme un acteur régional incontournable du commerce et du transport maritime dans l'océan Indien.

Source : L'Express de Madagascar

RDC-UGANDA

## Les travaux de bitumage de l'axe Kasindi-Butembo prévus dès 2026

Les travaux de bitumage des axes routiers Kasindi-Beni (80 km) et Beni-Butembo (54 km), dans la province du Nord-Kivu, débiteront au premier trimestre 2026, selon une annonce faite par Steven Nyembo, chargé du contrôle des travaux chez Dott Services Ltd, l'entreprise mandatée pour exécuter le projet.

Ces travaux font partie d'un projet routier de plus grande envergure à caractère trans-frontalier, qui a été officiellement lancé en juin 2021 par les chefs d'État de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Ouganda. L'intention est d'accroître la liaison entre les deux pays, de favoriser le commerce et d'appuyer les initiatives de pacification dans l'est de la RDC.

Le projet inclut aussi la mise à jour de l'itinéraire Bunagana-Rutshuru-Goma (89 km), ce qui fait un total de 223 km de routes concernées, avec une estimation globale du coût s'élevant à 551,6 millions de dollars.

La population locale attend avec impatience la modernisation de cette infrastructure, la percevant comme une possibilité d'améliorer leur mobilité, la sécurité et le développe-

ment économique dans cette région du Grand Nord.

Économiquement, elle constitue un axe essentiel pour l'exportation de produits agricoles (café, cacao) vers l'Ouganda via le poste frontalier de Kasindi, tout en permettant l'entrée de produits de consommation, notamment du carburant, vers les villes de Beni, Butembo et leurs environs.

Le projet a subi de nombreux retards. Sur le parcours Bunagana-Rutshuru-Goma, c'est l'insécurité causée par les rebelles du M23 qui a entravé la progression. En ce qui concerne la route Kasindi-Beni-Butembo, les travaux ont été mis en pause pendant plus d'une année du fait du non-respect de certaines clauses contractuelles, notamment celles se rapportant à l'exemption des équipements importés de l'Ouganda.

Un avenant à l'accord initial a été conclu entre la RDC et l'Ouganda le 16 octobre 2024, dans le but de surmonter ces difficultés. Ce plan incluait spécifiquement la dispense de taxes pour les équipements nécessaires à la réalisation des travaux. Le chantier a été relancé à la suite de la visite, en mars 2025, du ministre ougandais des Travaux publics, le général Edward Katumba Wamala. À cette occasion, les autorités des deux pays ont pris l'engagement d'œuvrer à ce que le projet aille à son terme.

La première phase des travaux, qui se déroule sur l'axe Kasindi-Beni et consiste en une mise en œuvre en terre battue. Selon Papy Minga, directeur provincial de l'Office des routes au Nord-Kivu, cette phase a atteint un taux d'avancement de 80 %. Les travaux de préparation pour l'asphaltage se poursuivent également : un concasseur est actuellement en phase d'installation, une centrale d'enrobé est attendue, et des carrières de pierres ont été ouvertes à Kilya (secteur de Ruwenzori) et Rugetsi.

Dans le processus de reprise des activités, le général-major Somo Kakule Evariste, gouverneur militaire du Nord-Kivu, a choisi de réaffecter les revenus issus des péages sur ces routes. Désormais, ces fonds, antérieurement détenus par les sociétés responsables de la maintenance routière, serviront à financer les projets de rénovation des routes urbaines à Beni et Butembo, qui avaient été retardés en raison de restrictions budgétaires.

D'après des informations locales, les frais de péage fluctuent entre 2 et 20 dollars américains en fonction du type de véhicule.



Source : Bakable.africa



## GABON

# Les mines et les infrastructures suscitent l'intérêt d'investisseurs américains

En marge de sa rencontre avec le président américain mercredi 9 juillet à la Maison Blanche, le chef de l'État gabonais Oligui Nguema a rencontré à Washington un groupe d'hommes d'affaires américains désireux d'investir au Gabon, dans les secteurs des mines et des infrastructures notamment.



Des projets structurants majeurs dans des secteurs clés tels que les mines, les infrastructures, l'énergie et l'aéronautique ont été dévoilés aux investisseurs américains. Il s'agit notamment de la construction du port en eau profonde de Mayumba, du développement de la ligne ferroviaire Belinga-Mayumba, de la réalisation du nouvel aéroport international ultramoderne d'Andem, de l'aménagement d'un réseau routier interconnecté de 3 000 km, ainsi que de

l'exploitation des gisements de fer de Belinga et Baniaka, dans la province de l'Ogooué-Ivindo (nord-est). Ces projets seront soutenus par les investisseurs américains dans le respect de la souveraineté gabonaise et du cadre légal en vigueur. Au cours de leurs échanges avec la délégation gabonaise, les Américains ont loué la dynamique de transformation engagée au Gabon depuis deux ans et se disent prêts à soutenir ces projets dans le respect de la souveraineté gabonaise et du cadre légal en

vigueur. Rappelons que, pour le chef de l'État, il s'agit d'une opportunité stratégique pour renforcer l'attractivité économique du Gabon, pour un développement durable et inclusif.

**Source : Journal du Gabon**  
<https://www.msn.com/fr-xl/channel/source/Journal%20du%20Gabon/sr-vid-aa3qx32mmrvybcxj4wyefdrevganac6nyxns9tj660w03m4atbds?ocid=msedgdhp&pc=LC TS&cvid=b47cb40cae884a74bf4272ea8c73f4c1&ei=23>

## GABON

# Oligui Nguema multiplie les inaugurations et relance les infrastructures dans trois provinces

En pleine tournée nationale, le président de la République gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, a enchaîné ces derniers jours les visites de chantiers et les inaugurations dans les provinces de la Ngounié, du Moyen-Ogooué et du Haut-Ogooué, marquant une étape majeure dans sa politique de relance des infrastructures.

Après Mouila et Ndendé, le chef de l'État s'est rendu le 11 août à Fougamou, où il a inauguré la maison de la culture et des traditions, la maison de l'enfant en difficulté et visité la plate-forme multiservices agricole. Ces édifices, dotés d'espaces modernes et fonctionnels, visent à préserver le patrimoine local tout en offrant un cadre d'épanouissement social et éducatif. À Lambaréné, il a inspecté l'avancement des travaux de la caserne des sapeurs-pompiers et de la mairie centrale, puis inauguré le marché moderne « Isaac », attendu depuis deux décennies. Avec ses 246 étals, 25 box et infrastructures adaptées aux personnes à mobilité réduite, ce marché est présenté comme un symbole de modernité et de dynamisme économique pour la région. Il a également remis en service la mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement, restée

inopérante depuis 2016.

Poursuivant son périple, le président est arrivé à Franceville où il a mis en service le pavillon présidentiel rénové de l'aéroport international Omar Bongo Ondimba. Cette infrastructure permettra d'accueillir le chef de l'État et ses hôtes de marque. Elle présente des commodités de haut niveau et est composée d'une suite présidentielle, de deux grands salons et d'une cuisine, entre autres. Il a aussi inauguré la salle de conférences Marcel-Sandoungout du nom de l'ancien maire de la commune de Franceville, natif de la localité, qui a occupé plusieurs hautes fonctions politiques et administratives. L'espace de réunion Marcel-Sandoungout est un lieu moderne et multifonctionnel, adapté pour recevoir des réunions, des séminaires, des formations, des conférences ainsi que des événements culturels.

Elle dispose d'équipements audiovisuels de pointe et d'un confort inégalé, fournissant un environnement approprié pour les institutions, les entreprises et les associations locales. La salle de conférences, dont la construction a débuté le 15 juillet 2024 et s'est terminée en juillet de l'année suivante, occupe une superficie totale de 1 400 m<sup>2</sup>. Elle comporte un espace d'accueil et de gestion administrative qui comprend un vaste hall d'accueil, des salons pour VIP, une salle de réunion dotée d'équipements, des bureaux, une salle dédiée à l'informatique, une régie technique et une salle pour la traduction.

Le chef de l'État a aussi consacré la Grande Boucherie de Franceville, un complexe commercial de 3 450 m<sup>2</sup> regroupant supermarché, restaurant, pharmacie, banque et aire de jeux. Ce centre commercial a été bâti sous son impulsion afin de répondre aux besoins de la province longtemps privée d'infrastructures adéquates. Le bâtiment, dont les travaux ont été réalisés en dix mois, devrait stimuler l'économie locale et créer de nombreux emplois.

Enfin, à Moanda, Oligui Nguema a inauguré l'hôpital interdépartemental, une structure médicale moderne destinée à renforcer le système de santé et à améliorer la prise en charge des populations.

À travers cette série d'inaugurations, le président réaffirme sa volonté de moderniser le pays, de renforcer les services publics et de répondre concrètement aux attentes des citoyens, tout en redonnant vie à des projets restés en suspens depuis plusieurs années.



Sources : Gabonews / L'Union



# ALGÉRIE

## Inauguration du tronçon ferroviaire Bechar-Abadla

À l'occasion d'une visite de travail et d'inspection du président de la République algérienne dans la wilaya de Bechar, le tronçon ferroviaire Bechar-Abadla, qui fait partie de la ligne ferroviaire Bechar - Gara Djebilet sur 950 km, a été inauguré.



Ce projet, expliquent les dirigeants de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), maître d'ouvrage principal, inclut une station à Abadla. Laquelle station a une architecture perçue comme un trésor contemporain s'étendant sur 1783 M<sup>2</sup> construits, incluant un édifice R+1 qui abrite divers espaces administratifs et commerciaux, en plus d'un point focal vertical notable visible à distance où une horloge urbaine est affichée. La gare, qui fait partie de la liaison ferroviaire envisagée entre Bechar et Adrar, est également pourvue de deux quais couverts pour les passagers. Elle offre aussi une vaste su-

perficie extérieure de 6 323 M<sup>2</sup>. Elle comprend également un parking spacieux et des zones paysagées, ainsi qu'une fontaine.

Le tronçon, reliant sur 100 km la ville de Bechar au chef-lieu de la commune d'Abadla, fait partie du mégaprojet de la voie ferroviaire minière Ouest (Oran-Bechar-Tindouf-Gara Djebilet), selon les responsables de l'ANESRIF.

Le chantier de ce tronçon de 100 km a été marqué par de gigantesques travaux, entre autres, de déblais (1,4 million M<sup>3</sup>) et de remblais (8 millions M<sup>3</sup>), ainsi que par un total de 14 653 tonnes de rails et 102 031 traverses, selon la fiche technique du projet.

Plusieurs ouvrages hydrauliques

adaptés aux conditions climatiques de la région ont été réalisés. Parmi les réalisations, on compte 181 unités de passages de buse sur 8900 mètres linéaires, 58 dalots préfabriqués, 12 dalots coulés sur place et 494 têtes d'ouvrage. Il y a également la réalisation de cinq viaducs, 12 passages inférieurs et trois ouvrages-cadres.

L'ensemble de ces travaux et réalisations, pilotés par l'ANESRIF, ont été assurés par des entreprises publiques, à savoir le groupement ferroviaire Bechar-Hammaguir qui comprend Cosider, EPTP-Alger, SeroEst, ENGOA, Cosider-OA et Infra-rail.

Source : Algérie Presse Service

## NIGERIA

# Un plan ambitieux de 700 millions de dollars pour moderniser ses aéroports

Le Nigeria s'engage dans un vaste projet de modernisation de ses infrastructures aéroportuaires grâce à un investissement de 700 millions de dollars (soit 402 milliards FCFA ou 987 milliards de nairas). Ce financement provient du Fonds de développement des infrastructures Renewed Hope et a été validé la semaine dernière lors d'une réunion entre le président Bola Tinubu et le Conseil exécutif fédéral (FEC).



Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de relance économique par le biais du tourisme, du commerce et de l'attraction des investissements. Des aéroports modernes et performants sont considérés comme essentiels pour faciliter ces dynamiques.

Au cœur de ce projet, l'aéroport international Murtala Muhammed de Lagos bénéficiera de la plus grande part du budget, soit environ 465 mil-

lions de dollars (267 milliards FCFA). Il est prévu une reconstruction complète du Terminal international 1, qui intégrera des infrastructures aux normes internationales. Le Terminal 2 fera également l'objet d'une extension stratégique avec de nouveaux tabliers, ponts et installations logistiques pour améliorer la fluidité des opérations aériennes.

Les aéroports internationaux de Kano (Malam Aminu) et de Port Harcourt seront eux aussi rénovés,

dans le cadre d'un plan national de modernisation. Les travaux, confiés à l'entreprise chinoise CCECC (China Civil Engineering Construction Corporation), devraient s'étaler sur 22 mois.

Parallèlement, près de 50 milliards de nairas (soit environ 30 millions de dollars) seront alloués au renforcement de la sécurité aéroportuaire. Une clôture périmétrique intelligente de 14,6 km sera installée, équipée de systèmes de vidéosurveillance, de capteurs d'intrusion, d'éclairages solaires et de routes de patrouille pour prévenir les intrusions et améliorer la sûreté des installations.

Ce programme d'envergure devrait non seulement stimuler les échanges commerciaux et favoriser l'intégration régionale, mais aussi dynamiser le tourisme et créer de nombreux emplois, en particulier pour les jeunes. Il s'agit d'un tournant stratégique pour le développement économique durable du Nigeria.

Source : [Afrique-sur7.fr](http://Afrique-sur7.fr)





## NIGERIA

# La BAD soutient la modernisation de l'État d'Abia à hauteur de 263,8 M\$

Grâce à la Banque africaine de développement, l'État d'Abia devrait bénéficier bientôt d'un Projet de développement intégré des infrastructures de l'État d'Abia. C'est une initiative de 263,8 millions de dollars qui ambitionne de moderniser les infrastructures urbaines, d'améliorer la mobilité et de promouvoir un développement inclusif et résilient au climat au cours des cinq prochaines années. Le projet a été placé en orbite en partenariat avec la Banque islamique de développement, le gouvernement fédéral du Nigéria et l'État d'Abia.



L'objectif du Projet de développement intégré des infrastructures de l'État d'Abia, d'un montant de 263,8 millions de dollars, est de moderniser les infrastructures urbaines, de favoriser la mobilité ainsi qu'un développement inclusif et résilient au climat sur les cinq années à venir. Il a été lancé par la Banque africaine de développement en collaboration avec la Banque islamique de développement, le gouvernement fédéral du Nigéria et l'État d'Abia.

Le projet vise à remédier aux insuffisances majeures en infrastructures liées au transport urbain, à la lutte contre l'érosion et à la gestion des déchets. Autant de problèmes qui ont longtemps entravé la mobilité,

la santé publique et la productivité économique dans les villes d'Umuahia et d'Aba de l'État d'Abia.

### Réhabiliter 248 kilomètres de routes

La Banque africaine de développement débourse 115 millions de dollars au profit du projet, dont 100 millions de dollars provenant du guichet commercial de la banque et 15 millions de dollars provenant du Fonds climatique Canada-Banque africaine de développement (CACF). La Banque islamique de développement cofinance le projet à hauteur de 125 millions de dollars, tandis que le gouvernement fédéral du Nigéria apporte 23,8 millions de

dollars en contrepartie.

Le projet permettra de réhabiliter plus de 248 kilomètres de routes dans les villes d'Umuahia et d'Aba, de restaurer deux sites en érosion et de catalyser les investissements du secteur privé dans la gestion des déchets solides par le biais de partenariats public-privé.

Comme beaucoup de zones en plein essor, l'État d'Abia a dû faire face à des problèmes croissants liés aux infrastructures, du fait de l'expansion urbaine, des contraintes environnementales et d'investissements restreints au fil des années. Des villes telles qu'Umuahia et Aba font face à des infrastructures routières dégradées, des risques d'érosion et des systèmes de gestion des déchets

## BURKINA FASO

# Une cité pour garantir un accès au logement décent

Le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Mobilité Émile Zerbo, a présidé la cérémonie officielle d'inauguration de la cité Khawla Al Qaz, qui s'est tenue le 6 juillet 2025 dans le village de Nambé, situé dans la commune rurale de Koubri, au sein de la région du Centre. Le ministre Émile Zerbo avait à ses côtés Mikailou Sidibé, en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat, et le commandant Oumarou Yabré, président du Conseil national de sécurité d'État.

Cette cité a pu pousser du sol grâce à la collaboration entre l'ONG Dubaï Charity Association et l'Association pour la bienveillance humanitaire. Avec un coût total estimé à 783 millions de F CFA, la cité Khawla Al Qaz comprend 80 villas en F3, un centre médical, une école de neuf classes, plusieurs points d'eau, une boulangerie et une mosquée. Implantée sur une superficie de cinq hectares, la cité est destinée à accueillir des ménages aux conditions modestes.

Le président de l'Association pour la bienveillance humanitaire (ABH) Al Moubarak Ag Mohamad a souligné l'importance de cette action en valorisant son objectif profondément social et humanitaire. Il a expliqué que ce projet a pour principal objectif de réduire les problèmes que rencontrent beaucoup de familles concernant l'accès à un logement convenable, tout en améliorant considérablement la qualité de vie des populations les plus fragiles, y compris les personnes déplacées internes. « Aujourd'hui nous ouvrons officiellement les portes de cette



cité, symbole d'espoir et de solidarité. Nous traçons ensemble un chemin vers un avenir meilleur pour les enfants de cette terre », a-t-il notamment dit.

Pour Mikailou Sidibé, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'achèvement de ce projet est à applaudir parce qu'il constitue une solution tangible et pérenne aux enjeux sociaux et urbains. Il a précisé que

ce projet social est en phase avec la Stratégie nationale de l'habitat et du développement urbain (SNH DU), qui est mise en place depuis 2021, dans le but d'assurer un accès digne à l'habitat pour chaque citoyen burkinabè. « Nous sommes convaincus que le progrès de notre nation dépend également de collaborations dynamiques, responsables et significatives », a-t-il affirmé. Et il a aussi assuré que « cette cité est bien plus qu'un ensemble d'infrastructures. Elle incarne à merveille ce que produit l'alliance entre la générosité, la vision sociale et la volonté d'agir ».

Le président de la délégation spéciale de la commune de Koubri, Samadé Léonard Gougou, a souligné de son côté que cette mesure est une démonstration concrète de l'union nationale encouragée par les dirigeants du Burkina Faso. Il a encouragé les bénéficiaires à utiliser judicieusement les infrastructures qui leur ont été fournies.



DCRP/MATM



## AFRIQUE

# Un pont pour désenclaver l'Afrique centrale

Un pont va bientôt être construit pour relier la République centrafricaine à la République démocratique du Congo. L'ouvrage devrait permettre de réduire les délais et les coûts logistiques pour les transporteurs et les commerçants.



Le projet de construction d'un pont sur la rivière Ubangi, qui vise à connecter la ville de Zongo (République démocratique du Congo) à Bangui (République centrafricaine), progresse sous l'égide de la Banque africaine de développement (BAD).

Au cours d'une mission sur le terrain le 3 juillet 2025, Billy Tshibambe, à la tête de la cellule Infrastructures de la BAD, a indiqué que l'officialisation du financement du projet est prévue pour 2026, suite à l'achèvement des études dans les domaines technique, juridique et institutionnel.

Ce pont fait partie d'un projet multinational beaucoup plus large dirigé par la BAD. L'objectif est d'améliorer les connexions routières entre la RCA, la RDC, l'Ouganda et le

Burundi pour désenclaver l'Afrique centrale. Cela inclut spécifiquement la tâche de combler les lacunes dans les corridors Bangui-Kisangani-Kampala et Kisangani-Bujumbura, qui sont intégrés à l'axe transafricain TAH numéro 8 (Lagos-Mombasa). Initialement prévues pour se terminer en juin 2024, les recherches préliminaires, estimées à 3,1 millions de dollars, avaient été planifiées pour cette date. Cela inclut les pré-projets techniques (APS et APD), les dossiers d'appel à la concurrence (DAO) ainsi que l'établissement de systèmes de contrôle des travaux.

Le projet intègre des mesures pour fluidifier les échanges transfrontaliers, avec l'installation de postes de contrôle uniques et l'harmonisation des procédures douanières. Il s'agit

de réduire les délais et les coûts logistiques pour les transporteurs et les commerçants.

Dans les cinq années suivant la mise en service, le trafic marchandises entre la République démocratique du Congo et la République centrafricaine pourrait augmenter de 30 à 40 %, grâce à la réduction des temps de traversée. Actuellement, le franchissement de l'Ubangi repose essentiellement sur des barges, une solution lente et coûteuse.

Le timing prévoit la sélection des entreprises candidates en 2026, pour un démarrage des travaux peu après. Aussi, finaliser le montage financier, qui pourrait inclure des partenariats public-privé (PPP) pour assurer la pérennité du projet.

**Source : Zoom-eco.net**

## AFRIQUE CENTRALE

# Bientôt quatre ports à arrêt unique pour fluidifier les échanges entre la RDC et le Burundi

La province du Sud-Kivu devrait bientôt être dotée de quatre ports à arrêt unique dont les travaux de construction devraient être lancés « sous peu » afin de fluidifier les échanges commerciaux entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Burundi. C'est du moins l'annonce faite le 22 juillet 2025 à Kinshasa à l'issue d'une audience entre le ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku, et le coordonnateur du projet, Thierry Kayembe. Les sites retenus pour ces installations sont Kavimvira, Nyamoma, Rubenga et Kamanyola.

Ces travaux font partie du Projet de facilitation du commerce et d'intégration dans la région des Grands Lacs (PFCIGL). Le PFCIGL, un projet régional soutenu par la Banque mondiale à hauteur de 250 millions de dollars, se ventile en 152 millions pour la RDC, 90 millions pour le Burundi et 8 millions pour le COMESA. Il est en conformité avec le traité commer-

cial conclu le 29 avril 2022 à Kinshasa entre la RDC et le Burundi.

Ce programme en RDC a pour but d'optimiser les infrastructures commerciales de base, dans l'intention de faciliter les échanges transfrontaliers. Il envisage notamment : la mise à niveau des points de passage frontaliers de Kavimvira, Nyamoma, Rubenga et Kamanyola ; l'édification et la réorganisation de marchés

frontaliers à Bunagana, Bukavu, Kavimvira et Kasindi ; l'amélioration des ports lacustres de Kalundu et d'Idjwi ; le réaménagement des routes locales autour des postes de Nyamoma et Rubenga ; ainsi que la construction d'un pont traversant la rivière Ruzizi à Kiliba pour renforcer les liens entre la RDC et le Burundi.

Les ports à guichet unique favoriseront la consolidation des services techniques aux frontières, simplifiant les démarches pour les commerçants transfrontaliers exerçant dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Dans ce contexte, un accord de collaboration entre l'Office congolais de contrôle (OCC) et le Bureau burundais des normes sera prochainement signé.

L'objectif de cette collaboration est de faciliter davantage les démarches commerciales, notamment au point de passage frontalier de Kavimvira-Gatumba, dans le contexte d'expansion du Régime commercial simplifié (RECOs), qui s'adresse aux petits commerçants transfrontaliers.

De plus, des actions de subvention débiteront à compter du 15 août 2025 dans la ville d'Uvira. Ces initiatives chercheront à consolider les chaînes de valeur à fort potentiel exportable, en mettant l'accent spécifiquement sur les femmes et les jeunes organisés en coopératives ou en associations.

D'après Thierry Kayembe, une sélection tournante sera mise en place pour choisir les bénéficiaires, dans le but de garantir une distribution équitable de l'aide.

Source : Bankable.africa





## LGV KENITRA-MARRAKECH

# Le Maroc engage un programme ferroviaire historique de 96 milliards de dirhams

Le 24 avril 2025, à la gare de Rabat-Agdal, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a donné le coup d'envoi des travaux de la nouvelle Ligne à Grande Vitesse (LGV) Kénitra-Marrakech. Ce chantier, évalué à 96 milliards de dirhams, constitue une étape majeure dans la modernisation du réseau ferroviaire national et dans la transition vers une mobilité plus rapide, plus écologique et plus inclusive.

### Un projet d'envergure nationale

Longue d'environ 430 kilomètres, la nouvelle LGV prolongera l'actuelle ligne Tanger-Casablanca jusqu'à Marrakech. Ce développement s'inscrit dans la stratégie du Royaume visant à élargir l'offre ferroviaire à grande vitesse et à renforcer l'intégration territoriale, tout en respectant les engagements environnementaux en matière de réduction de l'empreinte carbone.

### Des gains de temps significatifs

Le tracé reliera les principales métropoles marocaines - Rabat, Casablanca et Marrakech - et desservira les aéroports de Rabat et Casablanca. Les temps de trajet seront fortement réduits :

- Tanger-Rabat : 1 h
- Tanger-Casablanca : 1 h 40
- Tanger-Marrakech : 2 h 40
- Rabat-Aéroport Mohammed V: 35 min, avec un arrêt prévu au futur stade de Benslimane

Par ailleurs, une liaison Fès-Marrakech en 3 h 40 sera proposée, combinant ligne classique et grande vitesse.

La ligne est conçue pour une vitesse maximale de 350 km/h et comprendra de nouvelles infrastructures dans les zones terminales, des gares dédiées, ainsi qu'un centre de maintenance à Marrakech.

### Un programme global de modernisation du parc ferroviaire

En parallèle de l'extension de la LGV, l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) investira 29 milliards de dirhams pour acquérir 168 nouveaux trains :

- 18 trains à grande vitesse,
- 40 trains inter-villes,
- 60 navettes rapides (TNR),



- 50 unités pour les transports en commun de Rabat, Casablanca et Marrakech.

L'objectif est de renouveler le parc, améliorer la performance opérationnelle et anticiper la hausse de la demande à l'horizon 2030. L'extension de la LGV libérera aussi des capacités sur les lignes classiques, permettant le développement de trains métropolitains de proximité (TMP), caractérisés par leur fréquence, ponctualité et faible impact environnemental.

### Un levier pour l'industrie ferroviaire marocaine

Ce programme servira de catalyseur à la création d'un écosystème industriel national. Il prévoit :

- la construction d'une unité de fabrication de trains au Maroc,
- la mise en place d'un réseau de fournisseurs et sous-traitants locaux,
- un taux d'intégration nationale supérieur à 40 %.

Une coentreprise entre l'ONCF et ses partenaires assurera la maintenance courante et industrielle, générant plusieurs milliers d'emplois directs et indirects et favorisant le transfert de compétences sur dix ans.

### Des partenariats internationaux stratégiques

Le projet bénéficie de la collaboration d'industriels de renom : Alstom (France) pour le matériel roulant grande vitesse ; CAF (Espagne) pour les trains inter-villes (jusqu'à 200 km/h) ; Hyundai Rotem (Corée du Sud) pour les trains métropolitains. Financé à des conditions préférentielles, ce programme témoigne de la confiance des investisseurs internationaux dans la vision ferroviaire marocaine. Avec cette initiative, le Maroc renforce son statut de pionnier du transport à grande vitesse en Afrique et se positionne comme un acteur clé d'une mobilité durable et compétitive.

Source : Yabiladi

# Le ministre Adama Luc Sorgho inspecte les chantiers stratégiques de la capitale

Dans le cadre du suivi rapproché des projets d'infrastructures en cours dans la capitale burkinabè, le ministre des Infrastructures et du Désenclavement, Adama Luc Sorgho, a effectué une visite d'inspection ce vendredi 1er août 2025. Objectif : constater l'état d'avancement des travaux sur plusieurs axes routiers majeurs, notamment la RN4, la Rode nord, la voie de contournement et les voiries desservant les Forces de défense et de sécurité.

Le ministre des Infrastructures et du Désenclavement, Adama Luc Sorgho, a effectué une tournée d'inspection sur plusieurs chantiers routiers d'envergure dans la ville de Ouagadougou le 1er août 2025. Cette descente de terrain s'inscrit dans une dynamique de suivi rapproché des travaux en cours, notamment sur la Route nationale n°4 (RN4), la Rode nord, la voie de contournement et les infrastructures destinées aux Forces de défense et de sécurité (FDS).

## **RN4 : une artère en pleine transformation**

Première étape de cette visite, les travaux de modernisation de la RN4 prévoient le doublement de la chaussée sur 22,3 km pour en faire une voie à deux fois deux bandes. Sont également inclus l'élargissement de la voie d'accès à l'université Thomas-Sankara sur 2,8 km, ainsi que l'aménagement et le bitumage de voiries secondaires sur 13,2 km. Le projet comprend plusieurs ouvrages d'art : un passage supérieur à l'intersection avec la voie de contournement, un pont sur le cours d'eau Massili, deux passerelles piétonnes et des dispositifs d'assainissement pour le drainage des eaux. Malgré des contraintes techniques, notamment la présence de conduites de l'ONEA sur le tracé, le ministre a salué les avancées enregistrées.



## **Un taux d'avancement jugé satisfaisant**

Selon Bawa Sama, ingénieur à l'AGEIM Ingénieurs Conseils, le taux d'exécution global du chantier est de 61 %, alors que la moitié du délai contractuel est écoulée. L'un des ouvrages clés est un pont en dalle de 200 mètres de long, à double tablier, en construction sur la voie de contournement. Les fondations et appuis sont terminés ; la réception des coffrages spéciaux attendus permettra de démarrer le coulage du tablier sous peu.

## **Rode nord : vers une ouverture imminente**

Sur le site de Kossodo, les travaux de la Rode nord avancent visiblement. Le ministre a demandé l'ouverture provisoire de l'axe dès septembre, bien que quelques finitions soient encore en cours : revêtement en béton bitumineux, pose de l'éclairage public, aménagement des talus et trottoirs. Cette mise en service anticipée devrait améliorer la mobilité urbaine.

## **Voie de contournement : entre achèvement technique et attentes sociales**

Longue d'environ 125 km, la voie de contournement est presque achevée. Cependant, le ministre a souligné la nécessité de régler sans délai les indemnités des populations affectées, rappelant que la justice

sociale doit accompagner les grands projets.

## **Voies militaires : des infrastructures stratégiques pour les FDS**

La dernière étape de la tournée a conduit le ministre au camp Général-Bila-Zagrè, où les voies d'accès aménagées affichent un bon niveau de réalisation. Le ministre a toutefois exigé un niveau de finition exemplaire, en insistant sur la qualité des bordures, trottoirs et installations lumineuses, essentielles à la sécurité des FDS.

## **Bilan et perspectives**

Adama Luc Sorgho s'est dit globalement satisfait des avancées observées, tout en reconnaissant les difficultés liées à certaines insuffisances dans les études préalables, notamment sur la RN4, où des déplacements imprévus de conduites ont engendré des surcoûts. Il a appelé à une meilleure anticipation technique et au strict respect des engagements contractuels.

Sur la Rode nord, il a exigé une ouverture partielle dès septembre, en utilisant la couche de base existante, en attendant la finition du revêtement et de la signalisation. Enfin, il a rappelé l'importance stratégique des infrastructures destinées aux FDS dans la lutte contre l'insécurité.

Source : Lefaso.net



## BURKINA FASO

# Routes, logements, réseaux... un bilan encourageant et de nouveaux défis pour 2025

Vendredi 8 août 2025, les grands acteurs du secteur des infrastructures, des transports, de la communication et de l'habitat se sont retrouvés à Ouagadougou pour la deuxième session ordinaire du Cadre sectoriel de dialogue (CSD-ITCH). Objectif : dresser le bilan à mi-parcours des actions engagées et fixer le cap pour la suite.

Sous la présidence du ministre des Infrastructures et du Désenclavement, Adama Luc Sorgho, et en présence de ses collègues Dr Aminata Zerbo/Sabané (Transition digitale) et Mikailou Sidibé (Urbanisme et Habitat), la rencontre a réuni administrations, partenaires et secteur privé autour d'un thème central : « Accès aux logements décents au Burkina Faso : défis et perspectives ».

### Des chiffres qui parlent

Malgré les difficultés du contexte national, les réalisations sont nombreuses :

- 83,06 km de routes bitumées et 25,91 km réhabilitées ;
- Entretien de 4 346 km de routes classées, 834 km de pistes rurales et 35 km de voirie urbaine;
- 282,9 km de pistes rurales nouvellement aménagées ;
- 135 938 poids lourds contrôlés ;
- Interconnexion de 12 bâtiments administratifs au réseau RESINA ;
- Géoréférencement de 11 localités ;



- 518 logements construits (sociaux, économiques et pour déplacés internes) ;
- 109 avis environnementaux délivrés.

### Le logement décent, un droit... encore trop rare

Le ministre Sorgho a rappelé que le

logement décent est garanti par la Constitution et défini par la loi 008-2023 : espace suffisant, matériaux durables, sécurité, salubrité, éclairage, accès à l'eau potable... Mais la réalité reste dure pour de nombreux ménages. La priorité 3070 du plan d'action vise justement à faciliter cet accès, avec une mobilisation conjointe de l'État et du secteur privé.

### Cap sur 2027

Au menu de cette session : adoption du rapport de performance au 30 juin 2025, validation du plan d'action révisé 2025-2027 et échanges sur la contribution des investisseurs privés.

Pour le ministre, il faut continuer à « construire des infrastructures durables et résilientes au service des populations ».

Source : DCRP/MID



## AFRIQUE

# Dix échangeurs emblématiques qui transforment la mobilité urbaine

Au-delà de simples infrastructures routières, les grands échangeurs du continent africain sont devenus des symboles de modernité et de développement. De Niamey à Sfax, en passant par Accra, Dakar ou Dar es Salaam, ces ouvrages colossaux fluidifient la circulation, renforcent la sécurité routière et soutiennent le dynamisme économique. Ces échangeurs, au-delà de leur fonction première de désengorgement du trafic, participent à l'embellissement urbain, à la sécurité routière et au développement économique. Chacun incarne l'ambition de villes africaines en pleine mutation. Tour d'horizon de dix échangeurs qui marquent le paysage urbain africain.

### 1. L'échangeur Diori Hamani – Niamey, Niger

Inauguré le 3 avril 2018 et baptisé du nom du premier président du Niger, cet ouvrage à trois niveaux constitue un projet structurant pour la capitale. Édifié au carrefour de l'École Diori, il comprend un passage souterrain de 126 m, un pont-cadre de 36 m traversant le marché Katakou et un pont métallique de 90 m sur le ravin de Gountou Yéna. Avec un coût de près de 50 milliards de FCFA, il améliore la fluidité du trafic et contribue à l'embellissement de Niamey.

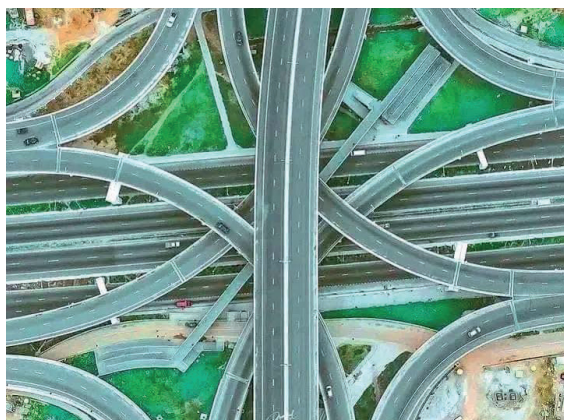


### 2. L'échangeur du Nord – Ouagadougou, Burkina Faso

Mis en service le 15 novembre 2028, cet ouvrage de 70 milliards de FCFA relie les routes nationales RN2 et RN22. Composé de 14 ponts, 5 passerelles, 22 km de voiries et 11,3 km de caniveaux, il désengorge l'un des carrefours les plus stratégiques de la capitale.

### 3. L'échangeur de Pokuase – Accra, Ghana

Premier échangeur à quatre niveaux en Afrique de l'Ouest, il fluidifie la circulation à Pokuase Junction, l'un des points névralgiques d'Accra. Symbole d'innovation, il renforce la connectivité régionale et illustre l'ambition d'un Ghana tourné vers la modernisation.



### 4. L'échangeur de Grand-Bassam – Côte d'Ivoire

Stratégique pour relier Abidjan aux zones de l'Est, il met fin aux embouteillages chroniques sur cet axe, tout en favorisant les échanges commerciaux entre les ports ivoiriens et les pays voisins.





### 5. L'échangeur de Tazara – Dar es Salaam, Tanzanie

Dans cette ville portuaire en pleine expansion, cet échangeur à plusieurs niveaux désengorge l'une des zones les plus congestionnées. Conçu pour résister aux inondations, il représente un modèle d'infrastructure durable.



### 7. L'échangeur de l'Indépendance – Lagos, Nigeria

Construit dans les années 1970, cet échangeur emblématique relie plusieurs quartiers majeurs, dont Victoria Island et Lagos Mainland. Premier du genre en Afrique subsaharienne, il reste un symbole de modernité.



### 9. L'échangeur Kwame Nkrumah – Accra, Ghana

Porte le nom du père de l'indépendance ghanéenne, cet ouvrage relie des axes stratégiques et séduit par son intégration esthétique, avec fontaines, éclairages et panneaux historiques.



### 6. L'échangeur de Diamniadio – Sénégal

Situé près de l'aéroport international Blaise-Diagne, il facilite l'accès au pôle urbain de Diamniadio. Des projets complémentaires, tels que des lignes de bus express et une liaison ferroviaire, renforcent son rôle stratégique.



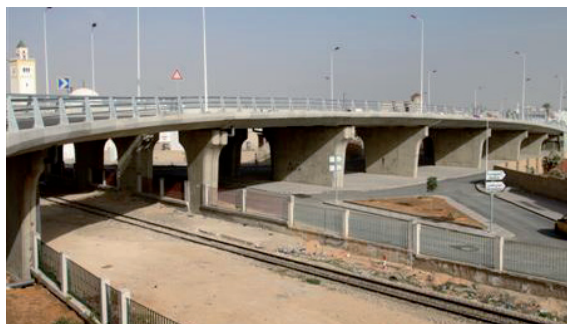
### 8. L'échangeur de Mount Edgecombe – KwaZulu-Natal, Afrique du Sud

Modernisé pour réduire la congestion, il abrite le plus long pont lancé progressivement du pays (948 m), ainsi qu'un second de 440 m. Son système de drainage performant illustre un haut niveau d'ingénierie.



### 10. L'échangeur de Bouassida – Sfax, Tunisie

Premier échangeur de la ville, il fluidifie le trafic entre les banlieues Est et Ouest. Doté de ponts juxtaposés de 280 m et d'aménagements connexes, il allège la circulation sur la RN1 et modernise l'accès à Sfax.





ETHIOPIE

# A Bishoftu, le pays lance la construction du plus grand aéroport d'Afrique

Ethiopian Airlines a confirmé que la construction de l'aéroport international de Bishoftu, futur plus grand aéroport d'Afrique, commencera en novembre. Situé à environ 39 km au sud-est d'Addis-Abeba, près de la ville de Bishoftu, ce mégaprojet de 10 milliards de dollars occupera 35 km<sup>2</sup>, soit plus de trois fois la superficie de l'actuel aéroport international de Bole.



Conçu pour accueillir jusqu'à 100 millions de passagers par an, il deviendra un élément clé de la stratégie aéronautique et économique à long terme de l'Éthiopie, tout en complétant l'aéroport de Bole.

Le complexe comprendra quatre pistes (dont trois parallèles adaptées aux très gros-porteurs comme l'Airbus A380), un terminal passagers moderne et hautement technologique. Selon Ato Mesfin Tasew, P-DG d'Ethiopian Airlines, un ter-

minal de fret dédié, d'une capacité minimale de 3 millions de tonnes de fret par an, sera également intégré. Cela facilitera la gestion du fret importé et exporté du pays.

S'y ajouteront un centre MRO (maintenance, réparation et révision) de classe mondiale, des parcs logistiques, des centres de formation, des entrepôts frigorifiques pour produits périssables et des zones commerciales. La capacité de stationnement atteindra 270 avions. La première phase, estimée à 6 mil-

liards de dollars, devrait durer cinq ans.

La conception et le conseil technique sont assurés par un consortium international dirigé par Dar Al-Handasah Consultants, en collaboration avec Zaha Hadid Architects et Sidara (Dubai), dont l'expertise couvre des aéroports majeurs comme ceux de Dubaï, Riyad et Istanbul.

Pour optimiser la connectivité, le projet inclura une voie express et une ligne ferroviaire reliant Bishoftu à Addis-Abeba. Le gouvernement prévoit également une « ville aéroportuaire » intégrant logements, hôtels, commerces et zones logistiques, créant ainsi des milliers d'emplois.

Le financement, en cours de finalisation avec la Banque africaine de développement et d'autres partenaires, reposera sur un mix de prêts, d'investissements et de partenariats public-privé, répartis sur plusieurs phases.

Source :

[Constructionreviewonline.com](http://Constructionreviewonline.com)





## TUNISIE

# La livraison de l'entrée sud de Tunis prévue fin 2025 pour un chantier clé de fluidification du trafic

Le ministre tunisien de l'Équipement et de l'Habitat, Salah Zouari, a effectué mercredi 30 juillet 2025 une visite d'inspection sur le chantier des deuxième et troisième tranches du projet d'aménagement de l'entrée sud de Tunis, afin de suivre l'avancement des travaux.



D'après un communiqué officiel, la deuxième tranche, située dans la zone de Lacania, affiche un taux de réalisation de 67 %, tandis que la troisième tranche, qui s'étend de l'hôpital des grands brûlés jusqu'aux El Mourouj, a atteint 73 %.

Ce projet majeur, dont le coût total est estimé à 370 millions de dinars, vise à améliorer la circulation pour plus de 200 000 véhicules qui em-

pruntent quotidiennement cette voie stratégique de la capitale.

Lors de cette visite, Salah Zouari était accompagné du directeur général des Ponts et Chaussées, de représentants du groupement d'entreprises chargé des travaux, de bureaux d'études et de plusieurs cadres du ministère. Une séance de travail a été tenue sur place avec l'équipe projet, afin de déterminer les mesures nécessaires pour accé-

lérer le rythme du chantier, tout en maintenant des standards élevés de qualité.

Le ministre a réaffirmé l'importance stratégique de cette infrastructure et a insisté sur l'objectif de finaliser l'ensemble des travaux d'ici la fin de l'année 2025.

**Source : La presse de Tunisie**

# CÔTE D'IVOIRE

## Des routes, des ponts et des échangeurs pour soutenir la croissance

En Côte d'Ivoire, le bitume s'étend à perte de vue. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, le pays est en pleine transformation. Avec des investissements massifs dans les infrastructures routières, le gouvernement ambitionne d'accélérer le développement économique et de désenclaver des régions longtemps isolées. De la quatrième rocade d'Abidjan (Y4) au pont Ivoirio-Japonais, en passant par l'autoroute reliant Yamoussoukro à Bouaké, focus sur ces projets qui façonnent la Côte d'Ivoire de demain.

### Un réseau en pleine mutation

Depuis la fin de la crise post-électorale en 2011, la Côte d'Ivoire a entrepris une modernisation accélérée de ses infrastructures routières. Selon le ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier, plus de 6 000 kilomètres de routes ont été réhabilités ou construits en une décennie.

Les autorités ivoiriennes misent sur ces infrastructures pour dynamiser les échanges commerciaux, fluidifier le transport des marchandises et améliorer les conditions de vie des populations. L'objectif est d'assurer une meilleure connectivité entre les grandes villes et les zones rurales pour faciliter la mobilité et soutenir l'économie.

### Abidjan : un nouveau visage avec la rocade Y4

À Abidjan, véritable poumon économique de la Côte d'Ivoire, la circulation congestionnée est un fléau quotidien. Embouteillages interminables, pollution croissante et ralentissements économiques, la mobilité urbaine représente un défi de taille. La rocade Y4, dont les travaux sont en cours, vise à désengorger les axes majeurs et à fluidifier la circulation.

Ce projet, d'une longueur de 87 kilomètres, en contournant la ville et en reliant ses quartiers périphériques, ambitionne de fluidifier le trafic et d'optimiser le transport des marchandises. « La Y4 permettra aux poids lourds de contourner Abidjan sans encombrer le centre-ville, réduisant ainsi la congestion et les émissions polluantes », souligne un ingénieur du projet.

Financé par des partenaires internationaux, ce chantier titanesque s'inscrit comme l'un des plus ambitieux du pays, marquant une avancée décisive vers une mobilité plus efficace et durable.

### Le pont ivoiro-japonais : un lien stratégique entre les communes du sud

Inauguré en 2024, le pont Ivoirio-Japonais s'impose comme une prouesse architecturale et une avancée majeure pour la mobilité urbaine d'Abidjan. Conçu dans le cadre d'un partenariat entre la Côte d'Ivoire et le Japon, il relie les communes stratégiques de Treichville et de Marcory, facilitant ainsi la traversée de la lagune Ébrié et réduisant la saturation des axes existants.

Le projet consistait en la construction d'ouvrages sous forme de Flyover afin de supprimer ou du moins d'atténuer les encombrements de trafic à ce carrefour. L'ouvrage de la phase I est à deux branches. La branche qui assure le sens de circulation Treichville-Marcory est longue de 312,00 m. Elle comporte 11 travées. La branche qui assure le sens de circulation Plateau-Marcory est longue de 210,06 m. Elle comporte 8 travées. La largeur des voies de circulation est de 8,50 m (2 voies) en zone courante des deux branches. Elle varie de 18,80 m (4 voies) à l'intersection immédiate des deux branches à 11,51 m (3 voies) à la sortie de l'ouvrage. Il n'y a pas de trottoirs. L'ouvrage de la phase II est long de 589,50 m. Les voies de circulation ont une largeur de 8,50 m. Il n'y a pas de trottoirs. L'ouvrage de la phase II, pour permettre de fran-

chir par-dessus celui de la phase I, culmine à une hauteur de 20,00 m au niveau de la pile P10.

Long de 1,4 kilomètre, ce chef-d'œuvre d'ingénierie vient compléter un réseau de ponts essentiels pour la capitale économique, aux côtés des ponts Félix Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, De Gaulle et Alassane Ouattara. Ce nouvel ouvrage permet d'absorber une partie du trafic en pleine expansion, optimisant la circulation vers la zone portuaire et réduisant significativement les temps de trajet pour des milliers de travailleurs et de transporteurs chaque jour.

« Grâce à ce pont, nous gagnons un temps précieux », témoigne un conducteur de taxi. Financé en grande partie par des bailleurs japonais, cet investissement symbolise une coopération fructueuse et illustre la volonté de la Côte d'Ivoire de moderniser ses infrastructures pour accompagner son développement rapide.

### L'autoroute Yamoussoukro-Bouaké : une liaison essentielle vers le nord

L'autoroute Abidjan-Bouaké s'impose comme un axe stratégique pour désenclaver le centre du pays et renforcer les échanges commerciaux. Avec ses 270 kilomètres de tracé, elle permet de fluidifier la circulation entre la capitale économique et Bouaké, un pôle industriel clé. Ce projet, inscrit dans le Plan national de développement, vise à moderniser les infrastructures routières pour dynamiser l'économie nationale.

En plus d'améliorer la connectivité,





cette autoroute apporte des bénéfices économiques significatifs en facilitant le transport des marchandises et en réduisant les coûts logistiques. Les zones agricoles du centre du pays profiteront d'un meilleur accès aux marchés, favorisant ainsi la compétitivité des producteurs locaux. De plus, les temps de trajet seront réduits, offrant aux usagers un gain de temps précieux.

Au-delà des aspects économiques, la construction de cette autoroute représente un défi technologique et environnemental. Le projet inclut des ouvrages d'art modernes et un système de péage pour assurer sa rentabilité.

En 2025, le pays devrait disposer de plus de 432 km d'autoroutes avec la mise en service des tronçons autoroutiers Grand-Bassam-Assinie et le contournement d'Abidjan (Y4).

### **Les péages, un modèle de financement des infrastructures routières**

Avec l'extension du réseau autoroutier, la Côte d'Ivoire a développé un système de péages pour financer l'entretien et la construction des routes. Actuellement, le pays compte plusieurs postes de péage stratégiques sur les axes majeurs, notamment ceux reliant Abidjan à Yamoussoukro, et Yamoussoukro à Bouaké.

Le prix du péage varie en fonction du type de véhicule et de la distance parcourue. Les tarifs oscillent entre

500 et 5000 FCFA par tronçon selon le véhicule. Ces revenus sont destinés à l'entretien des infrastructures et à l'amortissement des investissements.

Toutefois, ce système suscite des critiques, certains usagers dénonçant un coût élevé par rapport à la qualité des routes. Pour améliorer l'efficacité du dispositif, des réformes sont en cours...

### **Abidjan se dote d'échangeurs stratégiques pour fluidifier sa circulation**

Pour faire face à l'engorgement chronique de ses axes routiers, Abidjan entreprend la construction de plusieurs échangeurs destinés à améliorer la mobilité urbaine et à désenclaver ses quartiers les plus fréquentés. Ces projets, annoncés par le Premier ministre Robert Beugré Mambé lors d'une visite de chantier le 5 novembre 2024, avancent selon les prévisions et devraient être livrés progressivement.

Parmi les infrastructures les plus attendues figure l'échangeur du carrefour Akwaba, dont l'achèvement est imminent. Il sera suivi par celui du grand carrefour de Koumassi, dont la mise en service est prévue pour août 2025. Les échangeurs de l'École de police, de la Riviera (carrefour 9 Kilos) et du carrefour Palmeraie devraient quant à eux être opérationnels d'ici la fin de l'année 2025. Enfin, l'échangeur du carrefour Faya, dernier maillon de ce vaste plan, sera inauguré d'ici peu.

Ces nouveaux ouvrages, essentiels pour décongestionner le trafic abidjanais, promettent de transformer la circulation dans une ville où les embouteillages sont devenus un défi quotidien. Les retards initialement constatés sur certains chantiers, notamment dus au déplacement des réseaux de la Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire (SODECI) et des infrastructures de connectivité Internet, ont été résorbés, permettant aux travaux de se poursuivre dans les délais annoncés.

## **Un défi de financement et d'entretien**

**Malgré ces avancées, plusieurs défis demeurent. Le financement des infrastructures repose en grande partie sur des emprunts internationaux, et la maintenance du réseau routier pose question. De nombreux axes secondaires souffrent encore d'un manque d'entretien, rendant certains trajets périlleux. Le gouvernement mise sur des partenariats public-privé pour assurer la durabilité des infrastructures. Des réformes sont en cours pour garantir un meilleur suivi des chantiers et prévenir les dégradations prématurées.**

L'échangeur de MACACCI permet de faciliter la mobilité urbaine à travers une circulation fluide de des personnes et des biens dans la commune d'Abobo et autres communes directement impactées. L'échangeur de la mairie d'Abobo, quant à lui, est un ouvrage novateur constitué d'une voie souterraine (un tunnel en 2 x 3 voies) dont le but est de fluidifier la circulation sur l'axe Adjamé-Abobo-Anyama.

### Des ponts aussi pour l'intérieur

Aniassué, située dans l'Est de la Côte d'Ivoire, trouve son origine dans la région de l'Indénié-Djuablin, faisant partie du district de la Comoé. Cette localité a bénéficié de la construction d'un nouveau pont mixte à trois travées, qui remplace l'ancien pont centenaire servant de voie d'accès principale à Aniassué. Contrairement à l'ancien pont qui ne permettait qu'une circulation alternée aux usagers, notamment pour les véhicules poids lourds, le nouveau pont d'Aniassué, d'une longueur de 180 mètres et plus large, offre une mobilité sécurisée et plus fluide à ses utilisateurs. Débuté en décembre 2018, le pont



Guintéguela-Borotou-Koro reliant la sous-préfecture de Guintéguela, au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, au complexe sucrier de Borotou-Koro est en phase de finalisation. Long de plus de 93 mètres et composé de 5 travées, ce pont résout le problème de transport des produits agricoles dans la région, qui se faisait autrefois par pirogue. En facilitant le transport de biens et des personnes, la région du Bafing bénéficie d'une activité économique dynamique et durable.

Face à la congestion chronique d'Abidjan, le gouvernement ivoirien mise sur un Bus rapid transit (BRT) pour moderniser le transport public et réduire les embouteillages. Ce projet, inspiré des métropoles comme Bogotá et Dakar, prévoit la mise en place de lignes de bus à haut niveau de service (BHNS) circulant sur des voies dédiées. Le premier corridor du BRT reliera Yopougon à Bingerville en traversant des zones à forte affluence comme Adjamé et Plateau. Les bus

### Un réseau diversifié et étendu

Le réseau routier ivoirien comprend 7 500 kilomètres de routes bitumées, dont 250 kilomètres d'autoroutes, ainsi que 4 513 kilomètres de routes internationales et régionales (classe A). Les routes départementales (classe B) et celles reliant les sous-préfectures et villages (classe C) représentent respectivement 1 745 kilomètres et 120 kilomètres. À cela s'ajoutent 74 500 kilomètres de routes en terre, réparties en plusieurs catégories, des voies de classe A aux pistes rurales et agricoles (classe D). Ce réseau, qui compte 20 320 ouvrages (dont des passages busés, des dalots et des ouvrages d'art), est complété par 17 bacs, dont 12 à traîlle et 5 automoteurs, assurant la traversée des cours d'eau.

### Une couverture territoriale impressionnante

Avec une densité de 25 kilomètres pour 100 km<sup>2</sup>, le réseau routier ivoirien permet une accessibilité remarquable. 96 % des chefs-lieux de préfectures sont reliés par des routes bitumées, à l'exception de Mankono et Toulepleu. Par ailleurs, toutes les sous-préfectures du pays sont accessibles par la route, un atout majeur pour désenclaver les zones rurales et favoriser le développement local. La récente mise en service de l'axe Singrobo-Yamoussoukro a par ailleurs porté le linéaire autoroutier à 230 kilomètres, contre 136 auparavant, marquant une étape importante dans la modernisation des infrastructures.

### Vers une nouvelle classification des routes

La classification actuelle, basée sur la loi n° 83-788 du 2 août 1983, est en cours de révision. Une nouvelle nomenclature est en préparation, incluant des catégories telles que A (autoroutes), N (nationales), CU (communauté UEMOA), D (départementales et districts), U (routes urbaines ou communales) et P (routes à usage privé). Cette refonte vise à mieux adapter la gestion du réseau aux réalités actuelles et aux besoins futurs, tout en renforçant l'intégration régionale. L'AGE-ROUTE, par son action, incarne ainsi la volonté de la Côte d'Ivoire de moderniser ses infrastructures pour soutenir son développement économique et social, tout en répondant aux défis d'une mobilité croissante et diversifiée.



électriques utilisés auront une capacité de 150 passagers et circuleront à une fréquence élevée pour assurer un service rapide et régulier.

Financé en partie par la Banque mondiale et l'Agence française de développement, ce projet vise à améliorer la mobilité urbaine tout en réduisant l'empreinte carbone. Sa mise en service est prévue pour 2026, avec une capacité estimée à 300 000 passagers par jour. Une avancée majeure pour les habitants d'Abidjan, qui passent en moyenne plus d'une heure dans les embouteillages chaque jour.

### **L'autoroute Abidjan-Lagos : un corridor économique en gestation**

Le projet de construction de l'autoroute côtière transnationale Abidjan-Lagos est une initiative phare visant à dynamiser le commerce régional et à renforcer l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. D'une longueur de 1 028 kilomètres, cette infrastructure reliera cinq pays : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria. Prévue pour être achevée d'ici 2030, l'autoroute bénéficiera d'un soutien financier et technique de la Banque africaine de développement (BAD), avec un démarrage des travaux fixé à 2026.

Cette autoroute ne se limite pas à un simple axe de circulation, mais constitue un véritable corridor de développement économique. Un rapport de la BAD a identifié 206 interventions stratégiques dans

les zones traversées, nécessitant un investissement initial de 6,8 milliards de dollars, principalement financé par le secteur privé. Les secteurs ciblés incluent l'énergie, l'industrie manufacturière, les transports, l'agriculture, les TIC, le tourisme et l'exploitation minière, renforçant ainsi les opportunités économiques régionales.

Sur le plan technique, l'autoroute sera composée de quatre à six voies, avec certaines sections atteignant huit voies à Lagos. Le tracé partira de Bingerville en Côte d'Ivoire et se terminera au Théâtre national de Lagos, incluant la construction de 63 échangeurs pour assurer une fluidité optimale du trafic. En complément, elle sera connectée aux corridors de transport ouest-africains, facilitant l'accès aux huit ports de la région et aux arrière-pays du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Entre ambitions et défis de gouvernance, le développement des infrastructures routières en Côte d'Ivoire est une réussite indéniable, qui alimente une croissance soutenue du PIB depuis plus d'une décennie. Mais au-delà des annonces et des inaugurations, la pérennité de ces investissements dépendra de la capacité du pays à structurer un modèle de gestion efficace, résilient et inclusif. En attendant, le bruit des bulldozers et des grues continue de rythmer le quotidien des Ivoiriens, témoignant d'une nation en pleine transformation et de l'ambition de la Côte d'Ivoire de se positionner comme un hub économique en Afrique de l'Ouest.

### **L'AGEROUTE, pilier de la gestion du réseau routier ivoirien**

Avec près de 82 000 kilomètres de routes sous sa responsabilité, l'Agence de gestion des routes (AGEROUTE) joue un rôle central dans la mobilité et le développement économique de la Côte d'Ivoire. Ce réseau, qui représente 50 % du réseau routier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), est un maillon essentiel pour les échanges régionaux et locaux. Il se compose d'un mélange de routes bitumées, de pistes rurales et d'ouvrages d'art, reflétant les défis et les ambitions d'un pays en pleine croissance.

### **Des chiffres clés sur les infrastructures routières ivoiriennes**

- 6 000 km de routes réhabilitées ou construites en dix ans
- 87 km pour la rocade Y4
- 1,4 km de long pour le pont Ivoiro-Japonais
- 96 km d'autoroute en construction entre Yamoussoukro et Bouaké
- 2,2 milliards d'euros investis dans les infrastructures depuis 2011

### **L'impact des infrastructures sur l'économie**

Selon les économistes, l'amélioration des infrastructures routières en Côte d'Ivoire contribue à une croissance annuelle moyenne de 7 % du PIB depuis 2012. Le transport représente plus de 8 % du PIB et emploie des milliers de travailleurs dans le pays. La modernisation des routes favorise également les investissements étrangers, attirés par une meilleure connectivité et une logistique plus performante.

### **Vers une Côte d'Ivoire plus connectée**

Avec ces chantiers d'envergure, la Côte d'Ivoire confirme sa volonté de modernisation et de développement. En reliant plus efficacement les régions, ces infrastructures devraient permettre au pays de renforcer son attractivité économique et d'améliorer la mobilité de millions d'Ivoiriens. Toutefois, pour assurer la pérennité de ces investissements, il sera crucial de mettre en place une politique efficace de maintenance et de gestion des infrastructures. En attendant, le bruit des engins de chantier continue de rythmer le quotidien des Ivoiriens, témoignant d'une transformation en marche.



## Bitel Group : Une expertise africaine de la communication 360° et de l'événementiel stratégique

Basé à Ouagadougou, Bitel Group s'impose comme l'un des acteurs majeurs du conseil en communication à 360° et en organisation d'événements de notoriété. Spécialisé dans la communication à 360°, en marketing, en gestion de relations publiques et événementiels d'envergure. Son expertise couvre des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, les ressources naturelles, l'énergie, les finances et le numérique.

Grâce à son savoir-faire reconnu, Bitel Group est régulièrement sollicité en Afrique et dans le monde, où il accompagne entreprises et institutions dans la valorisation de leurs projets et la mise en relation avec les décideurs et investisseurs clés.

Son portfolio événementiel comporte entre autres :

1<sup>ère</sup> agence de communication à lancer les Village Foot au Burkina Faso : diffusions grand public et gratuites des matchs de la CAN 2010 et de la Coupe du Monde au Burkina Faso.

1<sup>ère</sup> agence de communication privée à lancer des événementiels professionnels internationaux au Burkina Faso aux côtés de ceux de l'Etat.

## SEMICA : une vitrine continentale sur les mines, l'énergie et les hydrocarbures en Afrique

De l'expérience de Bitel Group est né SEMICA SARL, un cabinet spécialisé dans la promotion, le montage financier et dans la recherche des investissements étrangers destinés à développer et à soutenir des projets en Afrique. Depuis plus



de dix ans, SEMICA SARL organise de grands événements dédiés aux mines, à l'énergie et aux hydrocarbures. Véritable tribune continentale, le SEMICA réunit chaque année à Ouagadougou des acteurs stratégiques mondiaux pour favoriser les investissements et les partenariats. Fort de son expertise en services-conseils et en accompagnement, le Cabinet SEMICA est également reconnu pour la qualité de ses prestations de services, en particulier en termes d'études géologiques appliquées à l'exploration géologique et à la géotechnique ainsi qu'à la mise en relation avec divers partenaires publics et privés. Animé par une équipe qualifiée et visionnaire, le SEMICA s'impose comme un label reconnu, enregistré auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle, et régulièrement sollicité par plusieurs États africains pour booster leurs secteurs énergétiques et miniers. Son ambition est claire : bâtir

un avenir énergétique durable, une exploitation responsable et durable des ressources naturelles et multiplier les opportunités d'affaires.

SEMICA a organisé sans discontinuer le salon international privé dédié aux mines, à l'énergie et aux hydrocarbures de 2012 à 2017.

En 2018, il organise le 1<sup>er</sup> salon international des mines, des carrières et du pétrole du Bénin sous le leadership du Président Patrice TALON.

En 2019, il organise le 1<sup>er</sup> salon international de l'énergie, des mines, des hydrocarbures du Libéria sous le leadership du Président George WEAH.

En 2020, il organise le 1<sup>er</sup> salon international des mines, des carrières et du pétrole de la République Centrafricaine sous le leadership du Président Faustin Archange TOUADERA.

En 2023, l'Etat du Burkina Faso lui confie l'organisation annuelle de la SAMAO (Semaine des Activi-



# caïne de la communication événementiel stratégique

tés Minières d'Afrique de l'Ouest), consolidant ainsi son rôle clé dans la promotion internationale du secteur minier.

En 2024, SEMICA organise la 4<sup>ème</sup> édition du Forum des Mines et du Pétrole de la CEDEAO, ECOMOF à Cotonou, pour le compte du Gouvernement du Bénin.

## Africa Global Telecoms Business Meetings : Un Forum digital panafricain pour connecter l'Afrique aux investisseurs mondiaux

Fondé par Bitel Group, Africa Global Telecoms Business Meetings est devenu le rendez-vous incontournable du digital pour les décideurs africains et internationaux. Chaque édition a rassemblé plus de 2000 participants, dont plus de 300 PDG, 100 banquiers, investisseurs et représentants d'institutions financières internationales.

Bien plus qu'un événement, il s'agit d'une plateforme permanente qui favorise les innovations et les connexions entre l'Afrique et les investisseurs mondiaux.

## Africa Infrastructure Forum : le développement de l'Afrique au cœur des investissements mondiaux

Fondé par Bitel Group, Africa Infrastructure Forum est le rendez-vous annuel incontournable des décideurs africains et internationaux du secteur des infrastructures et du financement. Chaque édition rassemble plus de 1800 participants, dont plus de 300 PDG, 100 banquiers,

investisseurs et représentants d'institutions financières internationales.

Bien plus qu'un événement, il s'agit d'une plateforme permanente qui favorise les connexions entre l'Afrique et les investisseurs mondiaux dans des domaines variés : routes, énergie, télécommunications, habitat, immobilier, transport aérien et ferroviaire. Après deux éditions au Burkina Faso, le forum s'internationalise vers le reste de l'Afrique.

## HOME Magazine : la vitrine panafricaine des infrastructures et de l'immobilier

Pour compléter cette stratégie de valorisation et d'influence, Bitel Group a mis sur orbite **HOME**, le magazine panafricain des infrastructures, de l'habitat et de l'immobilier. Gratuit et accessible à tous, **HOME** s'est imposé comme

une référence continentale, mettant en avant les tendances, innovations et grands enjeux du secteur. Chaque trimestre, **HOME** propose des analyses de fond, des interviews exclusives de leaders africains et internationaux, et des dossiers spécialisés sur le BTP, l'architecture, le développement immobilier et les infrastructures durables. Disponible en français et en anglais, le magazine peut être téléchargé gratuitement sur [www.homemag.info](http://www.homemag.info). Avec une audience sans cesse croissante, **HOME Magazine** vous ouvre les portes de l'univers des affaires par le biais de ces colonnes, devenant ainsi l'espace incontournable où il faut se mettre au fait des informations vitales sur les Infrastructures, l'Habitat et l'Immobilier en Afrique, et où il faut communiquer pour vous faire connaître et mettre vos entreprises au diapason du marché international.

## Bitel Group, un catalyseur de transformation pour l'Afrique

À travers ses initiatives, Bitel Group s'affirme comme un acteur stratégique du développement économique africain. En conjuguant expertise en communication, organisation d'événements de haut niveau et diffusion de savoir via ses publications, le groupe contribue activement à l'essor du continent, en rapprochant décideurs, investisseurs et porteurs de projets.

Vous souhaitez valoriser vos projets à fort impact économique et social et votre marque au travers d'une communication sur mesure ? Nous sommes à vos côtés pour réaliser cela. Contactez-nous sur [www.bitelgroup.org](http://www.bitelgroup.org).







## AFRIQUE

# Les 10 pays à forte croissance de l'immobilier

Le marché de l'immobilier en Afrique devrait atteindre 17,64 milliards de dollars cette année 2025. Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, Maurice, les Seychelles, l'Égypte, la Namibie et le Rwanda, des opportunités d'investissement immobilier uniques se présentent. L'accroissement des investissements en cours et le phénomène continu de l'exode rural vers les zones urbaines ont été les facteurs clés de l'expansion immobilière en Afrique.

Les préférences des consommateurs évoluent. Les tendances du marché sont en pleine mutation. Ajoutez à tout cela les éléments locaux et les conditions macroéconomiques propices et vous comprendrez pourquoi le domaine immobilier en Afrique est en pleine croissance. La tendance croissante des consommateurs à privilégier les propriétés contemporaines induit une augmentation de la demande pour des espaces de vie modernes et urbains.

Le nombre grandissant de jeunes en Afrique, notamment d'individus dans la tranche d'âge active, a suscité une demande accrue en matière de logements à prix raisonnables et

d'espaces de travail. Ce dividende démographique stimule une expansion notable du secteur de l'immobilier. Il existe de nombreuses opportunités dans le secteur des résidences haut de gamme, des centres commerciaux et du marché locatif. En 2025, le marché de l'immobilier en Afrique devrait atteindre 17 640 milliards de dollars, stimulé par une urbanisation accélérée et une hausse des investissements en infrastructures.

D'après Statista, le domaine de l'immobilier résidentiel devrait se hisser en première position, avec une évaluation atteignant 14 870 milliards de dollars. On prévoit une expansion annuelle de 5,58% du marché entre 2025 et 2029, qui devrait culminer à

21 millions 920 mille dollars d'ici à 2029.

Le marché immobilier en Afrique est confronté à de nombreux défis mais il devrait poursuivre sa croissance, stimulé par la confiance des investisseurs et les actions gouvernementales. Le continent continue d'être un lieu d'investissement attrayant pour ceux qui cherchent de hauts rendements.

Les nations proposant des programmes de citoyenneté par le biais d'investissements (CIB) présentent des opportunités singulières, assurant une stabilité financière, une mobilité internationale et une autonomie. Ces nations figurent parmi les meilleures et incluent :



## MAURICE

Maurice se fait remarquer grâce à son secteur immobilier de luxe en plein essor, séduisant les investisseurs avec son programme de passeport par investissement. Ce processus offre aux acheteurs internationaux la possibilité d'investir dans des biens immobiliers de qualité supérieure tout en obtenant la citoyenneté, alliant ainsi les bénéfices d'un mode de vie privilégié à des perspectives financières intéressantes. Selon les prévisions, en 2025, le marché de l'immobilier à Maurice pourrait s'élever à 24,35 milliards de dollars, avec une part significative du secteur résidentiel qui se chiffrerait à 14,45 milliards de dollars.



## SEYCHELLES

Les Seychelles sont un lieu privilégié pour l'investissement immobilier, connues pour ses magnifiques propriétés en bord de mer et leur emplacement stratégique dans l'océan Indien. Son programme de citoyenneté par le biais d'investissements attire les investisseurs étrangers, générant ainsi une demande accrue sur le secteur immobilier de luxe. Le marché immobilier des Seychelles devrait se chiffrer à 6,40 milliards de dollars en 2025, avec une tendance pour le secteur résidentiel à aller vers 4,69 milliards de dollars.

## ÉGYPTE

Avec sa riche histoire, sa dynamique économie et son programme de passeport par investissement, l'Égypte s'est imposée comme une destination essentielle pour les investisseurs internationaux. Des villes telles que Le Caire et Alexandrie connaissent un essor immobilier, proposant des possibilités de profit dans les domaines résidentiel et commercial. En 2025, on prévoit que le marché immobilier en Égypte atteindra 1 580 milliards de dollars, avec une tendance du secteur résidentiel vers les 1 200 milliards de dollars.

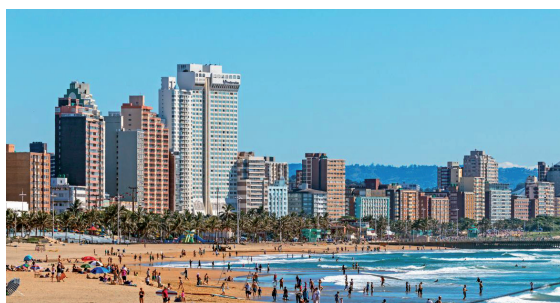


## NAMIBIE

La Namibie, réputée pour ses paysages naturels, sa prospérité économique et sa stabilité, propose un niveau de vie élevé. Actuellement, l'obtention d'une résidence à travers des investissements en immobilier est restreinte au domaine des liens du président, malgré la recherche active du gouvernement pour attirer plus d'investisseurs étrangers. Selon les prévisions, cette année 2025, la valeur du marché immobilier en Namibie pourrait s'élever à 56,19 milliards de dollars, avec une part majoritaire pour le secteur résidentiel qui représenterait 45,23 milliards de dollars.

## AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud demeure une destination privilégiée pour l'investissement immobilier, les centres principaux étant Le Cap, Pretoria, Johannesburg et Durban. Le marché locatif propose des rendements élevés, stimulés par la demande des touristes, expatriés et professionnels. Cette année 2025, le marché devrait grimper à 1,23 milliard de dollars, avec les propriétés résidentielles estimées à 0,85 milliard de dollars.





## RWANDA

Kigali, qui est un pôle d'investissement majeur, témoigne d'une croissance dans l'industrie immobilière du Rwanda. C'est la croissance économique robuste et l'urbanisation qui stimulent la demande en biens immobiliers résidentiels et commerciaux. Les appartements et maisons contemporains connaissent une forte demande, notamment grâce aux expatriés et aux professionnels. Selon les prévisions, le marché pourrait se porter à 95,70 milliards de dollars cette année, avec une prédominance du secteur résidentiel qui représenterait 84,85 milliards de dollars.

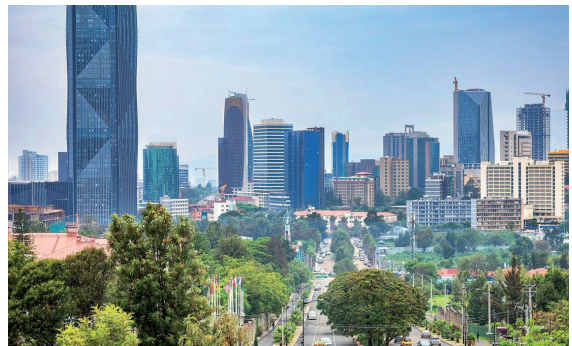


## NIGERIA

Le secteur immobilier nigérian est florissant et étendu, stimulé par la demande élevée à Lagos, Abuja et Port Harcourt. Malgré les obstacles, le marché présente de nombreuses opportunités, étant donné une population qui dépasse les 220 millions d'habitants. La demande de logements à prix abordables et haut de gamme est stimulée par un manque de 20 millions d'unités résidentielles. Le secteur immobilier du Nigéria devrait se hisser à 2,61 milliards de dollars, avec une prédominance de l'immobilier résidentiel évalué à 2,25 milliards de dollars.

## ÉTHIOPIE

L'immobilier en Éthiopie connaît une prospérité remarquable, positionnant le pays comme la principale destination d'investissement en Afrique. À Addis-Abeba, un essor significatif des propriétés résidentielles, commerciales et mixtes se produit, stimulé par une jeunesse dynamique et l'arrivée d'expatriés. La demande de logements à prix raisonnable est forte, le marché étant prévu pour atteindre 1 328 milliards de dollars américains. Cette année, l'immobilier résidentiel sera prédominant, avec une valeur prévue de 1 147 milliards de dollars.



## GHANA

Accra, le Ghana, est un pôle technologique prospère en Afrique de l'Ouest. Grâce à l'augmentation des investissements de la diaspora, l'économie du Ghana s'oriente vers une diversification au-delà des exportations conventionnelles. Les initiatives gouvernementales en matière d'énergie, de transport routier et de logement stimulent la demande en immobilier, contribuent à l'amélioration du niveau de vie et orientent le marché vers une croissance notable. On prévoit que la valeur du marché de l'immobilier au Ghana atteindra 533 300 milliards de dollars cette année.

## KENYA

L'immobilier au Kenya connaît une croissance soutenue, stimulée par les changements dans les préférences des clients, l'évolution des tendances du marché et les éléments macroéconomiques. En raison de la croissance de la population et de son urbanisation, la demande pour des logements en ville et des espaces commerciaux ne cesse d'augmenter. Selon les prévisions, le marché pourrait grimper à 773 milliards de dollars américains, avec une prédominance du segment résidentiel qui atteindrait 693,90 milliards de dollars.





# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## La fin de la grève des transporteurs entraîne une chute du prix du ciment

En République démocratique du Congo, la grève des camionneurs entre fin mai et début juin avait entraîné une flambée du prix du ciment, dont le sac s'achetait jusqu'à 60 000 francs congolais (environ 21 dollars). La fin du débrayage a entraîné une dégringolade de ces prix : le sac coûte entre 31 000 et 33 000 FC (près de 11 USD) dans la majorité des communes de la capitale, soit une baisse de 52,4 %. Une bonne nouvelle pour le secteur du BTP.



Cependant, dans certaines zones, les prix plus ou moins élevés continuent de faire de la résistance. C'est le cas du quartier Kingabwa, dans la commune de Limete, où des dépôts continuent de vendre le sac à un prix légèrement plus élevé, allant jusqu'à 35 000 FC. Les revendeurs assurent qu'une nouvelle baisse pourrait intervenir dans les prochains jours si la régularité de l'approvisionnement se maintient. Le prix du sac pourrait alors redescendre jusqu'à 10 dollars.

La grève des chauffeurs de camions avait entraîné un blocage des flux logistiques, entraînant une flambée du prix du ciment, ce qui avait fortement impacté le secteur du BTP. Cette grogne avait entraîné une pénurie de ciment sur le marché local, faisant passer le prix du sac auparavant vendu entre 31 000 et 34 000 FC à des niveaux exceptionnellement élevés.

Les chauffeurs avaient débrayé pour protester contre une mesure du gouvernement provincial interdisant

la circulation des camions de plus de 20 tonnes dans la journée, dans le but de désengorger la capitale. D'après négociations menées en juin entre le gouvernement central, le gouvernement provincial, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et les syndicats des chauffeurs ont fini par convaincre les transporteurs de suspendre leur mouvement d'humeur.

**Source : Bankable Africa**

SAMAC 2025

# L'architecture, pilier d'un développement durable en Afrique de l'Ouest

La première édition du Salon malien de l'architecture et de la construction (SAMAC) s'est tenue du 31 juillet au 3 août 2025 au Centre international de conférences de Bamako (CICB). Organisé sous le parrainage des ministres de l'Urbanisme et de l'Habitat des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), cet événement a rassemblé des professionnels venus d'Afrique et d'Asie autour d'un objectif commun : penser l'architecture comme levier de développement durable.

Porté par l'Ordre des architectes du Mali, le SAMAC s'est imposé comme un espace stratégique de réflexion et de valorisation des compétences locales. Le thème de cette édition - « Habitat durable, culture et innovation : approche architecturale du développement durable au Mali » - a mis en lumière le rôle fondamental des professionnels face aux défis climatiques, économiques et sociaux du continent.

Des conférences, des panels et des ateliers ont permis de partager des expériences et de proposer des solutions concrètes pour intégrer l'innovation architecturale dans les politiques de construction. L'ambition : construire des villes inclusives, durables et adaptées aux réalités locales.

Les travaux ont abouti à une série de recommandations stratégiques, parmi lesquelles le renforcement de la planification urbaine et de la gouvernance des projets ; l'élaboration de politiques claires encadrées par des architectes qualifiés ; l'adaptation du Code de l'urbanisme aux enjeux contemporains. Il a été également recommandé l'harmonisation des textes législatifs dans



l'espace AES ; la création d'une école régionale d'architecture, axée sur les réalités culturelles et environnementales du Sahel.

## Une vision politique de l'architecture

Dans son allocution, Mariam Keita, présidente du comité d'organisation du salon, a rappelé la dimension politique de l'architecture : « Chaque projet architectural traduit une volonté de transformation. Le SAMAC est un appel à bâtir un nouveau contrat social entre architectes et décideurs. »

Cette vision a été soutenue par le

ministre Imirane Abdoulaye Touré, qui a salué l'excellence des échanges et souligné leur contribution à la modernisation de l'architecture et à la consolidation du développement durable dans la région.

Fort du succès de cette première édition, le SAMAC s'inscrit désormais comme un rendez-vous incontournable du secteur. La deuxième édition est déjà en préparation, avec la volonté affirmée de structurer davantage la profession et de promouvoir une architecture africaine tournée vers l'avenir.

Source : Maliactu.net





## CÔTE D'IVOIRE

# Un projet de 300 logements lancé par le gouvernement pour les hommes de médias

Dans le cadre du Programme présidentiel de logements, le Premier ministre ivoirien, ministre des Sports et du Cadre de vie, Robert Beugré Mambé, a lancé le 28 juillet 2025 à Ahoué (axe Abidjan-Alépé) la construction de 300 logements au profit des professionnels des médias.



**A**près avoir inauguré la première cité préfectorale de Bingerville, le gouvernement enchaîne avec la construction de logements en faveur des hommes de médias, avec l'implication du ministère de la Communication, l'appui de l'Agence de soutien et de développement des médias (ASDM) et le partenariat de la Mutuelle des journalistes MS-Médias.

En lançant les travaux de construction, Robert Beugré Mambé a affirmé que le soutien de l'État permet aux travailleurs, notamment ceux des médias, d'accéder à la propriété immobilière à un coût abordable. « Chers amis des médias, votre rôle est essentiel pour notre démocratie. Le gouvernement vous offre l'opportunité d'avoir un logement digne et vous donne les moyens d'exercer votre métier avec sérénité, libérés des pressions liées à l'habitat pour ainsi contribuer pleinement à l'éclosion d'une Côte d'Ivoire unie et prospère », a-t-il ensuite dit au monde des médias.

Tout le cœur nécessaire sera mis pour que cette opération soit un grand succès, a promis le chef de gouvernement. « Plus que quiconque, vous

portez dans la société le véhicule par lequel ont lieu les mutations, les transformations, les espérances et les vertus d'une communauté aux destins liés. Vous projetez dans la communauté le miroir d'une vision claire du futur par la qualité de vos pensées, de vos paroles et par les actes qui en découlent », a-t-il dit.

« Ensemble, continuons de bâtir une Côte d'Ivoire solidaire, où la prospérité se partage et où chaque famille peut dire avec fierté : ceci est ma maison », a-t-il conclu.

Pour sa part, le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly, estime que tous ces projets visent à améliorer les conditions de travail du secteur, à le rendre viable et compétitif. Il n'aurait cependant aucun sens s'il n'épousait pas la vision du chef de l'État qui promeut une Côte d'Ivoire solidaire. « Je suis donc particulièrement heureux et fier de vous accueillir ici aujourd'hui pour le lancement du projet qui incarne cette vision sociale du président de la République Alassane Ouattara et du gouvernement, le programme immobilier Les jardins d'Ahoué, dont une partie est destinée aux acteurs des médias », s'est-il réjoui.

Cette action fait partie du Programme présidentiel de logements sociaux et économiques (PPLSE) soutenu par l'administration ivoirienne, mettant en lumière la valeur accordée aux intervenants du secteur médiatique. Ainsi, ce projet donne l'opportunité au gouvernement de consolider les bénéfices sociaux et d'améliorer la qualité de vie des intervenants dans le domaine de la communication, eu égard au rôle crucial qu'ils jouent dans le progrès national. Cela, en passant par la création d'un logement digne et contemporain, qui devient un instrument de stabilisation sociale pour les spécialistes de l'information et de la communication.

Situées dans la cité résidentielle nommée « Résidences les Jardins d'Ahoué », ces habitations s'étaleront sur une superficie totale de 10,53 hectares. Les habitants pourront profiter de chemins de randonnée, de pistes cyclables et d'espaces de repos, contribuant à leur bien-être. Grâce à l'aide de l'État, chaque acheteur ne paiera que 14,9 millions de FCFA au lieu de 35 millions de FCFA.

Source : [www.primature.ci](http://www.primature.ci)

## IMMOBILIER EN CÔTE D'IVOIRE

# La CNPC-CI met en lumière le savoir-faire local à travers une tournée des chantiers

La Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire (CNPC-CI) a lancé, le 26 juillet 2025, la première étape d'une tournée de terrain dédiée à la valorisation des projets portés par ses entreprises membres. Cette initiative, pilotée par son président Siriki Sangaré, vise à promouvoir les réalisations des opérateurs immobiliers nationaux et à renforcer la visibilité de leur expertise.

C'est l'entreprise El Shaddai Construction CI Sarl, dirigée par Tahou Péhé, vice-présidente chargée de la politique sociale de la CNPC-CI, qui a ouvert cette série de visites avec deux projets d'envergure.

Le premier site visité se trouve à Angré 12<sup>e</sup> tranche, où l'entreprise construit une cité résidentielle de 74 villas basses de 4 pièces, dotées de chambres autonomes et d'équipements modernes. Ce projet, aligné sur les ambitions du programme présidentiel pour le logement, vise à allier qualité, confort et accessibilité. Le second chantier, situé à Bingerville, consiste en la réalisation de 27 villas duplex de standing, illustrant la capacité des entreprises locales à concevoir des résidences haut de gamme adaptées aux besoins des familles ivoiriennes.

« Nous voulons démontrer que les promoteurs nationaux peuvent porter des projets ambitieux et fiables. J'ai choisi de lancer mes chantiers avant même leur commercialisation, pour inspirer confiance », a souligné Mme Tahou. Elle a aussi profité de l'occasion pour encourager une plus grande implication des femmes dans le secteur immobilier, encore largement dominé par les hommes. La tournée, coordonnée par Dr Yamoussa Coulibaly, vice-président chargé de la politique générale et des réformes de la CNPC-CI, s'inscrit dans une stratégie globale de valorisation des compétences nationales. « Il est temps de reconnaître que les promoteurs ivoiriens construisent non seulement pour la population locale, mais aussi pour la diaspora africaine. Notre expertise est réelle et mérite un meilleur accompagnement

», a-t-il déclaré, appelant à un appui renforcé de l'État, notamment en matière d'accès au foncier et de simplification administrative.

Edwige Assemien, directrice générale de Kiki Déco et porte-parole de la CNPC-CI, a pour sa part insisté sur les obstacles liés aux lenteurs bureaucratiques : « L'accélération des procédures de délivrance des documents fonciers et permis de construire nous permettrait de proposer des logements encore plus abordables. »

À travers cette initiative, la CNPC-CI réaffirme son rôle central dans la structuration du secteur immobilier ivoirien et son engagement à accompagner l'État dans l'offre de logements décentes et accessibles pour tous.

Source : Fraternité Matin





## NIGERIA

# Un programme de logement social ambitieux pour créer 2 millions d'emplois

Le gouvernement fédéral du Nigéria lance un chantier d'envergure avec son programme de logement social Renewed Hope, qui devrait générer plus de deux millions d'emplois à travers le pays. L'annonce a été faite le 28 juillet 2025 par le ministre du Logement, Ahmed Dangiwā, devant l'Assemblée nationale.



Porté par le Renewed Hope Infrastructure Development Fund, ce programme vise à construire 100 logements sociaux dans chacune des 774 zones d'administration locale, soit 77 400 unités au total. Ces habitations seront destinées en priorité aux ménages à faible revenu, aux chômeurs et aux personnes déplacées. Selon le ministre, 80 % des logements seront vendus à des prix fortement subventionnés, tandis que les 20 % restants seront attribués gratuitement aux plus démunis. «

Ce projet vise à répondre à la double urgence du déficit en logements et du chômage de masse », a souligné M. Dangiwā.

Les logements seront climatique-intelligents, intégrant des solutions solaires et des matériaux locaux, dans une démarche durable. Déjà, 14 États ont entamé la construction de plus de 10 000 unités, preuve de l'engagement du gouvernement à agir rapidement.

Pour garantir transparence et équité, un portail en ligne a été mis en place afin de permettre aux citoyens

de soumettre leurs demandes et de suivre le processus d'allocation.

Ce programme s'inscrit dans une stratégie plus large de transformation du secteur du logement au Nigéria, avec un accent mis sur la rapidité, la qualité et la durabilité des infrastructures. En stimulant la croissance économique tout en répondant à un besoin social urgent, le plan Renewed Hope pourrait bien devenir l'un des piliers de la relance nigériane.

Source : [Africa-news-agency.com](https://www.africa-news-agency.com)

## ACCÈS AU LOGEMENT DANS L'AES

# Concertations entre secrétaires généraux des départements en charge de la construction du Burkina Faso et du Mali



**A** lors que le Salon malien de l'architecture et de la construction (SAMAC) se tenait à Bamako, au Mali, une réunion d'échanges et de partage d'expériences a eu lieu le 5 août 2025. Elle a réuni les secrétaires généraux des ministères chargés de l'Urbanisme et de la Construction du Burkina Faso et du Mali, accompagnés par leurs équipes

techniques respectives. Les débats se sont focalisés sur les stratégies publiques de financement et de développement de logements sociaux, avec une attention spécifique accordée aux dispositifs adaptés à la réalité des deux nations. Suite aux discussions, les deux groupes ont décidé de conjuguer leurs efforts et leurs ressources afin de développer des outils communs.

De nombreuses recommandations importantes ont été faites et seront soumises à l'attention de leurs supérieurs respectifs.

Cette concertation représente une avancée significative vers une collaboration stratégique approfondie dans l'espace AES afin de relever, conjointement, le défi d'un logement adéquat pour tous.

**Source : DCRP-MUH**





# MALI-BURKINA FASO

## La SONATUR et ACI 2000 partagent leurs expertises en matière d'aménagement urbain

Profitant de la tenue du Salon malien de l'architecture et de la construction (SAMAC), une délégation dirigée par Boureima Ouattara, directeur général de la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR), a rencontré la direction générale de l'Agence pour la cession immobilière (ACI 2000) du Mali.



Cette réunion visait à renforcer la collaboration et les échanges d'expériences entre les deux organisations responsables de l'urbanisme dans leurs nations respectives. C'était une opportunité pour renforcer leurs connaissances mutuelles, échanger sur leurs parcours institutionnels respectifs, les méthodes techniques, ainsi que leurs structures organisationnelles.

Les discussions ont porté sur les bonnes pratiques, les défis communs liés aux aménagements urbains, ainsi que sur les perspectives de collaboration à moyen et long terme.

Suite à la réunion, les deux entités



ont manifesté leur désir de consolider leurs relations actuelles par le biais d'un partenariat plus organisé et d'un échange régulier de compétences. Une démarche qui offre de nouvelles opportunités pour une

collaboration prospère en vue d'un développement urbain équilibré entre les deux entités.

Source : DCRP-MUH

CÔTE D'IVOIRE

## Le Tour F, un colosse de verre et d'acier pour incarner la modernité ivoirienne

Dans le ciel d'Abidjan, une nouvelle silhouette se dessine, promise à devenir l'un des symboles les plus emblématiques de la Côte d'Ivoire au XXI<sup>e</sup> siècle. La Tour F, actuellement en construction dans le quartier des affaires du Plateau, s'élèvera à 333 mètres de haut, culminant à 421 mètres avec sa flèche. Bien plus qu'un simple gratte-ciel, il incarne l'ambition d'une nation résolument tournée vers l'avenir, tout en répondant à des impératifs économiques et administratifs concrets.



**D**epuis les années 1970, la ville d'Abidjan s'est dotée d'une cité administrative où se concentrent les services de l'État. Après les tours A, B, C, D et E, la Tour F s'impose comme le point culminant de ce complexe gouvernemental. Porté par le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, ce projet répond à un impératif double : optimiser la

gestion des bureaux de l'État tout en réduisant les coûts locatifs liés à la dispersion des services à travers la capitale économique ivoirienne.

### Un projet d'envergure pour une administration modernisée

La Tour F, sixième addition à cette vision d'ensemble, s'inscrit dans la continuité des tours existantes (dont la Tour C, la plus haute à ce jour

avec ses 105 mètres). Toutefois, ce projet se distingue par sa taille spectaculaire : il est prévu que la Tour F atteigne 400 mètres, ce qui en ferait la plus haute tour d'Afrique, surpassant la Tour Mohammed VI de Rabat (250 m) et le Carlton Centre de Johannesburg (223 m).

D'un point de vue foncier, la verticalité du projet constitue une réponse à la rareté des terrains disponibles en centre-ville. Avec une surface



totale de 140 000 m<sup>2</sup> répartie sur 76 étages, la Tour F doublera la capacité d'accueil de la cité administrative, offrant non seulement des bureaux mais aussi des espaces de réception, des amphithéâtres, des salles de réunion et des restaurants pour un cadre de travail optimisé.

### Un défi architectural inspiré des traditions africaines

Dessinée par Pierre Fakhoury, architecte de renom derrière la Basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro et plusieurs projets majeurs en Afrique, la Tour F se distingue par son esthétique audacieuse. Son profil symétrique évoque un masque africain, en hommage aux cultures ivoiriennes. L'un des points culminants de cette structure sera sa « lanterne », un espace de 30 mètres sous le toit-terrasse, qui offrira au public une vue panoramique à 360° sur la ville et la lagune Ébrié.

Au-delà de l'esthétique, le projet se heurte à d'importants défis techniques. La tour, pesant 170 000 tonnes, repose sur 70 barrettes de fondation en béton armé, enfoncées à 70 mètres de profondeur. Ce dispositif permet d'assurer la stabilité de la structure face aux vents forts et aux éventuels séismes.

### Une prouesse technologique et écologique

L'un des aspects les plus innovants de la Tour F réside dans sa façade

à double peau, qui s'étend sur 36 000 m<sup>2</sup> et se compose de 16 000 panneaux de verre. Cette structure agit comme un brise-soleil naturel, réduisant les effets de surchauffe et améliorant l'efficacité énergétique du bâtiment. Entre ces deux couches de verre, une coursive a été aménagée pour faciliter l'entretien des façades tout en limitant l'usage de systèmes de climatisation énergivores. En termes de durabilité, la Tour F est certifiée aux normes EDGE (*Excellence in Design for Greater Efficiencies*), une référence internationale en matière de construction écologique et de réduction de la consommation d'énergie. Cette certification témoigne de l'engagement de la Côte d'Ivoire en faveur d'un développement urbain respectueux de l'environnement.

Côté mobilité, 21 ascenseurs ultrarapides desserviront les différents niveaux de la tour, accompagnés de deux monte-charges et d'un ascenseur panoramique dédié à l'accès public à la lanterne.

### Un symbole de l'ambition ivoirienne

Avec une inauguration prévue pour 2026, la Tour F s'impose déjà comme un marqueur de l'ambition ivoirienne sur la scène internationale. En centralisant les services administratifs dans un gratte-ciel à la pointe de la technologie, la Côte d'Ivoire veut moderniser son administration tout en affirmant son rôle de loco-



motive économique de l'Afrique de l'Ouest.

Au-delà de sa fonction institutionnelle, la Tour F vise aussi à devenir un repère emblématique d'Abidjan, à l'image de la Tour Eiffel pour Paris ou du Burj Khalifa pour Dubaï. Son sommet, ouvert au public, promet d'attirer touristes et curieux, consolidant encore davantage le rayonnement de la capitale économique ivoirienne.

Prévue pour une livraison courant 2026, la Tour F marquera une nouvelle étape dans l'histoire urbaine d'Abidjan. Son achèvement pourrait positionner la capitale économique ivoirienne comme une référence architecturale et financière en Afrique, confirmant ainsi son statut de métropole moderne et influente. Avec ce projet hors norme, la Côte d'Ivoire affirme une ambition claire : s'inscrire parmi les pays moteurs du développement africain en conjuguant audace, innovation et respect de son identité culturelle.



## GABON

# Le pays se dote d'un ambitieux programme de 5000 logements sociaux

Le Gabon avance un pas de plus dans sa quête de simplifier l'accès au logement pour ses habitants. Le 12 février 2025, le chef de l'État en transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, a tenu une réunion avec Mehdi Zemmama, directeur général adjoint du groupe immobilier Addoha, qui était accompagné du ministre de l'Habitat.

Le centre des pourparlers est la conclusion d'un accord entre le gouvernement gabonais et Addoha concernant l'édification de logements sociaux à Angondjé et Pont Nomba. La première étape du projet envisage 5000 habitations sur une période de sept ans, avec une expansion vers l'intérieur des terres à plus long terme.

Ce projet immobilier a pour objectif de diminuer le manque de logements à prix sociaux et d'améliorer le niveau de vie des Gabonais. En faisant appel à un promoteur de renom, le Gabon garantit une expertise solide dans le domaine de la construction.

Le groupe Addoha, qui exerce déjà au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana, a remis plus de 300 000 unités. Sa participation assure des habitations de qualité, conformes aux standards contemporains et à la portée d'un plus large éventail de foyers.

Le chef de l'État gabonais a souligné son engagement à assurer une réalisation rapide du projet, ordonnant au ministre de l'Habitat d'accélérer



la mise en pratique des travaux. Cette démarche fait partie d'une stratégie nationale d'urbanisation contrôlée, visant à stimuler l'économie locale et à fournir des habitations dignes aux habitants.

Ce projet va créer des milliers de postes directs et indirects dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, tout en stimulant l'évolution des infrastructures urbaines. C'est un progrès majeur pour l'ac-

cession à la propriété et le développement durable des villes du Gabon.

Par cette démarche novatrice, le Gabon réaffirme sa détermination à promouvoir un urbanisme organisé et inclusif, ce qui pave la voie à une expansion urbaine contrôlée et à l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens.

Source : <https://financesao.com/>





## CAMEROUN

# Face à un déficit de 2,5 millions de logements, la construction passe à la vitesse supérieure

Confronté à un déficit estimé à 2,5 millions de logements sociaux, le Cameroun relance son ambitieux programme de construction entamé en 2009. Objectif : produire 40 000 logements par an d'ici 2035, grâce notamment à une nouvelle base industrielle de matériaux prévue pour 2026.



**L**e Cameroun fait face à un déficit estimé à 2,5 millions de logements sociaux, selon les chiffres officiels. Pour réduire cet écart, le pays a lancé en 2009 un vaste programme visant la construction de 10 000 logements sociaux et l'aménagement de 50 000 parcelles constructibles. Une phase pilote de 1 675 logements avait alors été engagée.

Depuis, près de 2 000 logements ont été réalisés dans plusieurs villes, dont Yaoundé, Douala, Bafoussam, Limbé, Bamenda et Sangmélima. Selon Ahmadou Sardaouna, directeur général de la Société immobilière du Cameroun (SIC), de nombreux chantiers sont encore en cours afin de répondre à la forte demande.

« Nous avons entamé depuis deux ans la relance de la construction de logements, un programme

amorcé depuis plusieurs années. Aujourd'hui, nous avons en cours 3 000 logements qui permettront de créer plus de 20 000 emplois », a-t-il déclaré.

Au 24 septembre 2021, le taux de réalisation de la première phase du programme atteignait 50,23 %, soit 2 980 logements achevés, selon le Rapport national d'examen volontaire sur la mise en œuvre de l'ODD 11 et du Nouveau programme pour les villes au Cameroun. Malgré ces avancées, le déficit demeure considérable.

Pour accélérer le rythme, le gouvernement et la SIC misent sur la finalisation, prévue en 2026, d'une base industrielle de production de matériaux et de préfabriqués dans la localité de Mbankomo, près de Yaoundé. Ce projet, confié à la firme italienne Pizzarotti, fait partie intégrante du programme de 10 000 lo-

gements sociaux destinés à la capitale et ses environs. « La société se prépare. Dès 2026, nous pourrions produire plus de 1 000 logements par an », assure Ahmadou Sardaouna.

### Objectif 2035 : 40 000 logements par an

Les prix des logements proposés par la SIC varient actuellement entre 30 millions et 836 millions de francs CFA. D'ici 2035, la société publique prévoit de produire chaque année 10 000 logements haut standing et 30 000 logements sociaux, afin de répondre à la demande croissante, notamment pour les ménages à revenus modestes et la population estudiantine.

Source : Africa24tv.com

## AFRIQUE DE L'OUEST

# La CRRH-UEMOA lève 60 milliards de FCFA via un social bond pour financer 2 000 logements abordables

La Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) a franchi une étape majeure en procédant, le 5 mai 2025, à sa première émission d'obligations sociales sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) à Abidjan. Ce social bond, d'un montant de 60 milliards de francs CFA, est entièrement destiné à financer l'acquisition de logements abordables au profit des ménages à revenus modestes dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

L'opération, arrangée par la société de gestion Impaxis Securities, bénéficie du soutien stratégique de Proparco, filiale du groupe Agence française de développement, qui intervient en tant qu'investisseur de référence. L'institution a souscrit pour 7,5 milliards de francs CFA (environ 11,5 millions d'euros), apportant ainsi un signal fort au marché et incitant les investisseurs locaux à participer à l'émission.

### Un marché marqué par un déficit criard de logements

Malgré les programmes de construction annoncés depuis plus d'une décennie dans au moins six des huit pays membres de l'UEMOA, le déficit de logements abordables persiste. Selon le Centre for Affordable Housing Finance in Africa (CAHF), la capacité d'accès à la propriété varie fortement d'un pays à l'autre : 40 % des ménages peuvent acquérir un logement au Sénégal, contre 21 % en Côte d'Ivoire, 3 % au Bénin et



au Mali, et encore moins au Niger. En partie détenue par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la CRRH-UEMOA entend, par cette levée de fonds, répondre à une demande sociale pressante et réduire la barrière financière qui empêche la majorité des familles d'accéder à un toit.

### Des retombées économiques et sociales importantes

La directrice générale de la CRRH-UEMOA, Yedau Ogounde, a salué une étape clé dans la mission de l'institution : « Cette première émission d'obligations sociales spécifiquement dédiée au logement abordable s'inscrit pleinement dans notre objectif de faciliter l'accès à un habitat décent pour les ménages ouest-africains. Le soutien précoce de Proparco a été déterminant pour mobiliser l'intérêt des investisseurs régionaux. »

Françoise Lombard, directrice générale de Proparco, a rappelé que la mobilisation de capitaux privés

pour favoriser l'inclusion sociale et économique constitue une priorité de sa stratégie en Afrique.

Les retombées prévues sont considérables : près de 2 000 logements financés et la création d'environ 10 000 emplois directs et indirects, contribuant à la fois à améliorer les conditions de vie et à stimuler l'activité économique locale.

Acteur majeur du financement du développement durable depuis plus de 45 ans, Proparco accompagne le secteur privé dans les pays émergents et en développement. Présente dans 23 implantations à travers le monde, l'institution déploie une gamme complète d'outils financiers, une expertise sectorielle reconnue et un programme d'accompagnement technique (Propulse) pour maximiser l'impact social et environnemental de ses partenaires. Sa stratégie 2023-2027, Agir ensemble pour plus d'impacts, renforce son engagement en faveur de solutions durables face aux défis mondiaux.

Source : Wakatsera.com





SENEGAL

## De nouvelles infrastructures pour améliorer la santé des jeunes et des communautés rurales à Sédhiou

Plusieurs infrastructures sanitaires, d'une valeur de plus de 24 millions de FCFA, ont été inaugurées dans la région de Sédhiou le jeudi 14 août 2025. Réalisées dans le cadre du projet SANSAS, ces installations visent à améliorer la qualité des services de santé, notamment pour les adolescents et les jeunes, tout en renforçant les conditions de travail du personnel médical en milieu rural.

Des infrastructures sanitaires destinées à améliorer l'environnement de soins et la qualité des services, en particulier pour les adolescents et les jeunes, ont été réceptionnées le jeudi 14 août 2025 dans plusieurs structures de la région de Sédhiou (sud). Cette initiative est portée par l'ONG Solthis, dans le cadre du projet SANSAS (Santé reproductive des adolescent.e.s et jeunes du Sénégal), mis en œuvre avec le concours de partenaires tels que ENDA Santé, Equipop et le Réseau africain de l'éducation, de la santé et de la citoyenneté (RAES).

D'un coût global de plus de 24 millions de FCFA, ces réalisations traduisent, selon Christian Sambou, responsable local de Solthis, la volonté d'une santé « plus humaine, équitable et adaptée aux besoins réels des communautés rurales ». Elles contribueront notamment à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Parmi les infrastructures inaugurées figurent des mini-forages installés dans les postes de santé de Singhere (district de Sédhiou) et de Tankon (district de Bounkiling), garantissant l'accès à l'eau potable afin de renforcer l'hygiène et prévenir les infections.

Au poste de santé de Boudié Samine, toujours dans le district de Sédhiou, un logement pour le personnel de santé a été construit afin de faciliter la présence continue des prestataires en zone rurale.

À Simbandi Brassou (district de Goudomp), un espace dédié aux adolescents et jeunes a été aménagé par Solthis et équipé par le RAES. Il dispose notamment d'ordina-



teurs, de livres et de climatisation, afin d'offrir un cadre moderne et accueillant. « Cet espace est conçu comme un lieu d'écoute, d'apprentissage et d'expression libre pour les adolescents et jeunes, répondant à une demande longtemps exprimée par les communautés locales », a expliqué Christian Sambou, invitant les parents à encourager leurs enfants à le fréquenter.

Pour Diatou Sylla, responsable des adolescents à Simbandi Brassou, ce centre répond à une demande pressante des jeunes, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive. Babacar Valentin Badji, médecin-chef départemental, a rappelé que cette période de la vie représente « une phase de transition pleine de questionnements », soulignant l'importance d'un tel espace pour l'éducation et l'accompagnement des jeunes.

De son côté, Alphousseyni Kanté, infirmier-chef de poste à Tankon, a salué la mise en place du forage : « Jusque-là, le personnel parcourait plusieurs centaines de mètres pour

se ravitailler en eau, ce qui compromettrait la qualité des soins. Ce forage soulage non seulement le poste de santé, mais aussi l'ensemble des populations de Tankon. »

À Boudié Samine, Faty Dia, infirmière-chef de poste, a exprimé sa satisfaction face à la construction d'un logement pour le personnel : « Nous vivions dans des conditions précaires, exposés aux infiltrations et aux intempéries. Solthis vient de répondre à un besoin crucial des acteurs de santé de notre localité. »

Le projet SANSAS, porté par un consortium d'ONG et de partenaires, illustre l'importance de la synergie entre acteurs pour améliorer durablement les conditions de vie en milieu rural. Pour les populations bénéficiaires, ces nouvelles infrastructures constituent un jalon majeur vers une santé inclusive et accessible, en particulier pour les jeunes souvent laissés en marge des politiques sanitaires.

Source : Agence de presse sénégalaise

## BOTSWANA

# Kalahari City, la ville intelligente qui devrait bientôt pousser dans le désert

Le Botswana, pays de 2,5 millions d'habitants, rêve grand : il a en projet de faire pousser du sol une ville intelligente, Kalahari City.

**K**alahari City, c'est le nom de la ville intelligente que le Botswana prévoit de construire dans le désert éponyme. Inspirée de Dubaï, la ville devrait coûter plusieurs milliards de dollars.

Ce projet, qui s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de diversification économique, devrait, une fois mené à son terme, transformer une région aride en un hub technologique et écologique.

Les promoteurs de Kalahari City la perçoivent comme une zone économique spéciale dédiée aux activités économiques stratégiques. Avec sa centrale solaire de 300 MW pour une énergie propre, son pipeline d'eau dédié pour une alimentation durable, ses systèmes de gestion de l'eau et des déchets adaptés aux conditions désertiques et ses éléments de design écologiques, la ville est conçue pour minimiser l'impact environnemental.

L'endroit devrait attirer les entreprises et stimuler l'innovation car il sera un hub technologique doté de



centres de fintech pour promouvoir l'innovation financière, de systèmes de transport de dernière génération

pour une mobilité efficace et d'une infrastructure avancée.

On prévoit l'implantation d'hôtels de luxe, de centres de divertissement pour une vie nocturne animée et d'attractions culturelles pour découvrir le patrimoine botswanais. Ce faisant, le Botswana espère ainsi réduire sa dépendance aux exportations de diamants en se tournant vers le commerce, le tourisme, la technologie et l'énergie verte. Le pays se positionnerait ainsi comme un leader régional en innovation et durabilité, stimulerait sa croissance économique en attirant des talents et des entreprises internationales tout en offrant une solution durable aux défis posés par le changement climatique et la désertification. Le projet devrait créer entre 20 000 et 30 000 emplois pour stimuler l'économie locale.





## NIGERIA

# Six moments clés qui ont façonné Victoria Island, le joyau de Lagos

Victoria Island, à Lagos, est l'un des lieux les plus prestigieux et dynamiques du Nigéria. Réputée pour son style de vie haut de gamme, ses quartiers d'affaires animés et ses vues spectaculaires sur l'océan Atlantique, elle est passée d'une paisible enclave coloniale à un centre international d'affaires et de divertissement. Mais comment cette transformation a-t-elle eu lieu ? Retour sur l'histoire d'un joyau urbain devenu incontournable.



### 1. Les origines de Victoria Island

À l'origine, Victoria Island était une petite île basse, séparée de Lagos Island par des criques et bordée par l'océan Atlantique. Elle doit son nom à la reine Victoria, monarque britannique durant la colonisation du Nigéria.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'île était surtout composée de marécages et de terres non aménagées. Lorsque l'administration coloniale britannique prit le contrôle de la zone, elle la désigna comme quartier résidentiel pour les expatriés européens et les hauts fonctionnaires coloniaux.

L'emplacement avait une valeur stratégique pour le commerce et la gestion administrative, en raison de sa proximité avec Lagos Island.

À cette époque, l'île était difficilement accessible. Les Britanniques entreprirent donc la construction de ponts et d'un réseau routier pour la relier au reste de la ville.

### 2. Un quartier résidentiel de prestige (début du XX<sup>e</sup> siècle)

Dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, Victoria Island commença à se développer comme un quartier résidentiel haut de gamme, attirant principalement les expatriés britanniques, les élites nigérianes et les diplomates.

#### Principaux développements :

- Construction de grandes maisons et bungalows de style colonial.

- Création de domaines privés pour les familles aisées.
- Amélioration des infrastructures, notamment routes et ponts.

Victoria Island offrait alors un environnement calme et sécurisé, propice à la fois aux affaires et aux loisirs, avec la présence de nombreuses ambassades, hauts-commissariats et résidences diplomatiques.

### 3. Après l'indépendance : modernisation et diversification (1960-1980)

Après l'indépendance du Nigéria en 1960, Victoria Island entama une nouvelle phase d'évolution. Le gouvernement nigérian, ainsi que des investisseurs privés, y développèrent

des infrastructures modernes, des projets immobiliers et des espaces commerciaux.

Événements marquants :

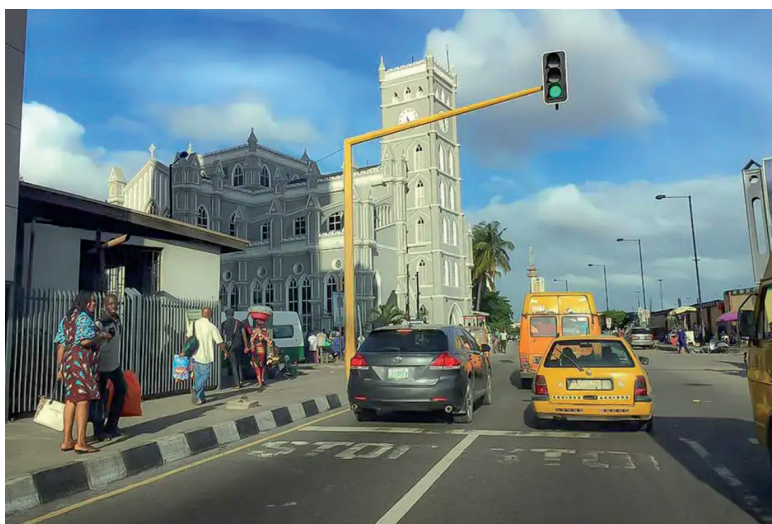
- Arrivée massive de l'élite nigériane et d'expatriés fortunés.
- Construction de routes publiques, systèmes de drainage et services publics.
- Ouverture d'hôtels, de restaurants et d'installations de loisirs.
- Dans les années 1980, Victoria Island n'était plus seulement résidentielle. Elle devenait un centre commercial majeur, accueillant banques, sièges d'entreprises et sociétés internationales.

#### 4. L'essor économique et la transformation en hub d'affaires (1990-2000)

Les années 1990 et le début des années 2000 marquèrent une période de croissance économique rapide. Victoria Island s'imposa comme capitale financière du Nigéria et devint le siège de nombreuses multinationales, institutions financières et startups technologiques.

Points clés :

- Installation de grandes banques et entreprises.
- Multiplication d'immeubles résidentiels de luxe, tours de bureaux et centres commerciaux.
- Expansion d'hôtels internationaux, notamment l'Eko Hotel & Suites.
- Développement d'une offre variée en divertissement, gastronomie et shopping.



- Victoria Island se transforma en un moteur économique et touristique, attirant investisseurs, voyageurs d'affaires et visiteurs.

#### 5. Victoria Island aujourd'hui : un centre financier et culturel mondial

Aujourd'hui, Victoria Island est l'une des destinations immobilières et économiques les plus prisées d'Afrique.

Ses atouts actuels :

- Centre financier : Siège des plus grandes banques, sociétés d'investissement et startups du pays.
- Immobilier de luxe : Gratte-ciels, penthouses et villas en bord de mer.
- Commerces et divertissements : Centres commerciaux haut de gamme comme The Palms et lieux emblématiques comme le

Hard Rock Café.

- Hospitalité et gastronomie : Hôtels internationaux et restaurants gastronomiques.
- Sites majeurs : Eko Atlantic City, Civic Centre, Bar Beach.
- Victoria Island incarne aujourd'hui la richesse, l'innovation et un style de vie urbain sophistiqué.

#### 6. L'avenir : entre expansion et innovation

Le développement de Victoria Island se poursuit, avec des projets ambitieux qui redessinent son horizon.

- Projet phare : Eko Atlantic City
- Ville futuriste construite sur des terres gagnées sur l'océan Atlantique.
- Objectifs : logements et bureaux de luxe, infrastructures durables, protection contre les inondations.
- Ambition : devenir un symbole de modernité africaine et un pôle d'attraction internationale.

#### Conclusion

De marécage isolé à centre économique et culturel de premier plan, Victoria Island illustre parfaitement la transformation urbaine de Lagos et du Nigéria. Son passé colonial, son évolution post-indépendance et ses projets futuristes en font un territoire à la fois ancré dans l'histoire et tourné vers l'avenir.

Source : [thewheatbakerlagos.com](http://thewheatbakerlagos.com)  
(traduit de l'anglais)





# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## La province du Tanganyika compte sur l'expertise égyptienne pour ériger sa ville nouvelle

La République démocratique du Congo envisage la construction d'une ville nouvelle à Kalemie, chef-lieu de la province du Tanganyika. Pour cela, le gouvernement provincial du Tanganyika a signé, le 21 juillet 2025 à Kalemie, un mémorandum d'entente (MoU) avec Elahramat Engineering, une entreprise égyptienne appartenant au groupe Mahmoud Samih Holding.

**K**alemie étant régulièrement affectée par les crues, le gouvernement de la province du Tanganyika envisage la construction d'une ville nouvelle qui sera un centre urbain érigé sur un site non inondable. En septembre 2020, un plan directeur élaboré par deux firmes polonaises que sont Newton Company et Open Architekt avait déjà été présenté aux autorités provinciales et aux parties prenantes locales. Ce plan prévoyait une extension de la ville vers sa partie nord-est, depuis l'aérogare jusqu'au village de Lukwangulo, et de Kainda jusqu'à Kasambondo, couvrant une superficie de 40 km<sup>2</sup>.

Selon le document, le projet pourrait éviter les glissements de terrain lors des pluies diluviennes et améliorer les conditions de vie des populations. Les 5 et 6 mai derniers, cette ville avait connu de nouvelles inondations après les pluies qui ont fait quatre morts et près de 1 800 sinistrés, selon un décompte des autorités locales. Plusieurs quartiers et des commerces étaient touchés par ce désastre, ainsi que les installations de la Société nationale du chemin de fer du Congo et les bureaux des services publics installés au port, qui étaient momentanément hors service. L'artère principale de la ville, qui relie Kalemie au port, était coupée.

Conçu pour s'étendre sur une période de 20 ans, ce projet est une solution aux défis liés à l'urbanisation, au drainage des eaux et à l'occupation anarchique des terrains. À ce stade, ni le plan de 2020 ni le mémorandum signé en 2025 ne précisent les coûts estimés ni les modalités de financement.



D'après les autorités de la province du Tanganyika, le groupe Mahmoud Samih Holding est un acteur clé de la construction de la nouvelle capitale administrative d'Égypte, dont il aurait réalisé les entrées monumentales, auxquelles s'ajoutent une cité résidentielle et un mémorial. C'est sur cette solide expérience que compte le gouvernement provincial, qui espère de son partenaire un appui technique et opérationnel dans la mise en œuvre des projets identifiés.

En dehors de la ville nouvelle, le mémorandum prévoit d'autres initiatives prioritaires : la construction de logements sociaux, la modernisation des voiries urbaines et des routes d'accès rurales, l'aménagement d'un parc industriel et agroalimentaire, la construction d'infrastructures sanitaires et éducatives, ainsi que la modernisation de l'aé-

roport de Kalemie. D'autres projets supplémentaires pourront venir s'adjoindre ultérieurement, en fonction des priorités que définiront les deux parties.

Début juillet, le gouverneur de la province du Tanganyika, Christian Kitungwa Muteba, accompagné du ministre du Plan, Guylain Nyembo, s'était rendu en Égypte. Ils avaient visité plusieurs chantiers d'infrastructures et rencontré des entreprises égyptiennes spécialisées dans le BTP. C'est à la suite de cette mission diplomatique que le mémorandum a été signé.

Dès que le document a été paraphé le 21 juillet, le groupe Mahmoud Samih Holding a aussitôt annoncé qu'il pourrait entamer les travaux sur les projets prioritaires dans un délai de 60 jours.

**Source : Bankable.africa / Eco-sport.net**

MAROC

## Aghroud, une porte d'entrée sur le monde berbère réputé pour la couleur de ses maisons

Aghroud est un petit village réputé pour la couleur de ses maisons. Ce village de pêcheurs, situé à une trentaine de kilomètres d'Agadir, se niche entre l'océan Atlantique et les reliefs du Haut Atlas, sur la route côtière menant à Essaouira. C'est un havre coloré, authentique et serein, préservé du tourisme.



Ce qui frappe d'emblée le visiteur, c'est la variété des couleurs qui habillent ce village du littoral marocain. Bleu ciel, vert menthe, rose pâle, jaune safran ou encore blanc éclatant, les maisons, souvent de plain-pied, sont peintes dans des teintes lumineuses. Cette transformation a débuté il y a quelques années, grâce à l'initiative d'un habitant : Abdelkebir Moutli.

En redécorant sa propre demeure avec des couleurs vives, influencé à la fois par le style berbère et l'art populaire, cet activiste local venait de lancer pour ainsi dire une mode. D'abord curieux, les villageois, pour la plupart pêcheurs, artisans ou agriculteurs, lui ont emboité le pas, repeignant leurs maisons en ajoutant leurs propres nuances de couleurs et créant, sans en être vraiment conscients, une véritable œuvre collective à ciel ouvert. À présent, cette palette enjouée constitue l'identité visuelle d'Aghroud. Les teintes renvoient agréablement la lumière du soleil atlantique, conférant au village une atmosphère unique et chaleureuse.

Aghroud pulse au rythme de ses

résidents. Le matin, on observe les embarcations traditionnelles revenir sur la plage, remplies de poissons frais. Ces produits marins soutiennent une économie locale modeste, composée de restaurants familiaux, de marchés non officiels et de cuisine à domicile. Dans cet endroit, les rares visiteurs sont reçus avec une attention délicate. La vie est dépouillée, mais riche. Les enfants s'amuse sur le sable ou dans les chemins de terre, les personnes âgées se retrouvent sous les voûtes ombragées des figuiers pour boire du thé, et certains jeunes vont travailler à Agadir tout en revenant chaque week-end pour maintenir le contact avec leur village d'origine.

Aghroud est un véritable havre de paix pour les visiteurs en quête de tranquillité. Sa vaste plage quasi déserte est idéale pour se baigner, faire des balades ou simplement contempler. Le visiteur peut admirer un coucher de soleil d'une beauté remarquable, tout en écoutant le murmure du vent et le bruit des vagues. Certaines auberges de jeunesse ont ouvert leurs portes récemment, offrant un logement modeste mais

agréable, fréquemment ornées dans une tendance berbère minimaliste. Cette ambiance sereine est en partie due à l'absence d'animations touristiques tapageuses. Aghroud présente une autre facette du Maroc, un pays accueillant et fortement ancré dans ses coutumes rurales.

Depuis Aghroud, il est aisé d'explorer l'intérieur du pays et de découvrir les villages berbères situés dans le Haut Atlas occidental. Sur une distance de quelques kilomètres, le paysage subit une transformation radicale. Les itinéraires traversent des terrains désertiques, parsemés d'arganiers et de plantations en terrasses. Les villages, perchés sur le flanc de la colline, révèlent une architecture en terre crue et un mode de vie encore largement basé sur la communauté. Ces sorties offrent une meilleure compréhension de l'identité complexe de la région, un lieu où l'arabe et le berbère cohabitent, où les coutumes anciennes conversent avec la modernité, et où la nature impose toujours ses règles.

Source : Envols.sr



Mortgages  
Property prices  
**Real estate**  
HOME Prêts hypothécaires  
Marché immobilier  
Promotion immobilière  
Buying and renting properties  
Investissement immobilier  
**Immobilier**  
Vente et location de biens immobiliers  
Prix de l'immobilier  
Télécommunications  
Water supply networks  
**Infrastructure**  
Africa  
Electricity grids  
Pons et viaducs  
Réseaux d'assainissement  
HOME  
Réseaux d'eau potable  
AFCFTA  
Public transportation infrastructure  
Pons et viaducs  
Infrastructures de transport en commun  
**Infrastructure**  
ZLECAF  
Bridges and viaducts  
Real estate market  
Real estate development  
AFCFTA  
Magazine trimestriel panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier  
Rénovation urbaine  
Real estate investment  
Techniques de construction durables  
**Architecture**  
Réseau routier  
Conception architecturale  
Eco-friendly neighborhoods  
Plans d'aménagement  
**Architecture**  
Modern buildings  
Bâtiments modernes  
Urban planning  
Styles architecturaux  
Sustainable construction techniques  
Architectural styles  
Construction materials  
**Habitat**  
Urban planning  
Écoquartiers  
Espaces verts résidentiels  
Complexes résidentiels  
Logement social  
**Africa**  
Maisons individuelles  
Residential complexes  
Quartiers résidentiels  
Urban revitalization  
**Housing**  
Social housing  
Residential neighborhoods  
Single-family houses  
Residential green spaces  
Apartments  
HOME  
Magazine trimestriel panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier

Mortgages  
Electricity grids  
Immobilier  
Habitat  
HOME  
Infrastructure  
Mortgages  
Architecture  
Housing  
HOME  
Habitat  
Mortgages



KINSHASA, LAGOS, LE CAIRE...

# Le top 10 des plus grandes villes africaines qui façonnent le continent

Riche d'une histoire plurimillénaire, d'une mosaïque culturelle vibrante et de dynamiques économiques en plein essor, l'Afrique abrite certaines des métropoles les plus impressionnantes du monde. Qu'elles soient célèbres ou encore méconnues du grand public, ces villes se distinguent par leur poids démographique, leur rôle stratégique et leur influence régionale. Voici un tour d'horizon des dix plus grandes villes africaines en 2024, classées selon leurs populations, et les spécificités qui font leur singularité.

## Alexandrie (Égypte) – 5,5 millions d'habitants

Deuxième plus grande ville d'Égypte, Alexandrie est aussi l'une des plus emblématiques du continent africain. Située à l'extrémité occidentale du delta du Nil, elle s'étire sur près de 40 km le long de la mer Méditerranée, en faisant la plus grande ville côtière du bassin méditerranéen. Fondée en 331 av. J.-C. par Alexandre le Grand, elle fut un centre intellectuel et culturel ma-

jeur de l'Antiquité, grâce notamment à la célèbre Bibliothèque d'Alexandrie et à son phare, l'une des Sept Merveilles du monde antique. Aujourd'hui, Alexandrie conserve un rôle central dans l'économie égyptienne, en particulier grâce à son port stratégique et à ses industries pétrolières. C'est aussi une destination touristique prisée, riche en sites historiques.





## 2 Abidjan (Côte d'Ivoire) – 6,3 millions d'habitants

Principale ville de Côte d'Ivoire, Abidjan est le poumon économique de l'Afrique de l'Ouest francophone. S'étendant autour de la lagune Ébrié, elle allie modernité et diversité culturelle. Le Plateau, quartier des affaires, et Cocody, quartier résidentiel huppé, illustrent son urbanisation rapide. Ancienne capitale de la colonie française, elle a conservé son statut de centre politique et financier du pays. Grâce à son port moderne et à sa position stratégique, Abidjan est un pôle d'attraction pour les investissements et les migrations internes.



## 3 Johannesburg (Afrique du Sud) – 6,1 millions d'habitants

Surnommée « la ville de l'or », Johannesburg est la capitale économique de l'Afrique du Sud. Fondée à la suite de la découverte d'or en 1886, elle est aujourd'hui le siège de la plus grande bourse du continent. Métropole dynamique et cosmopolite,

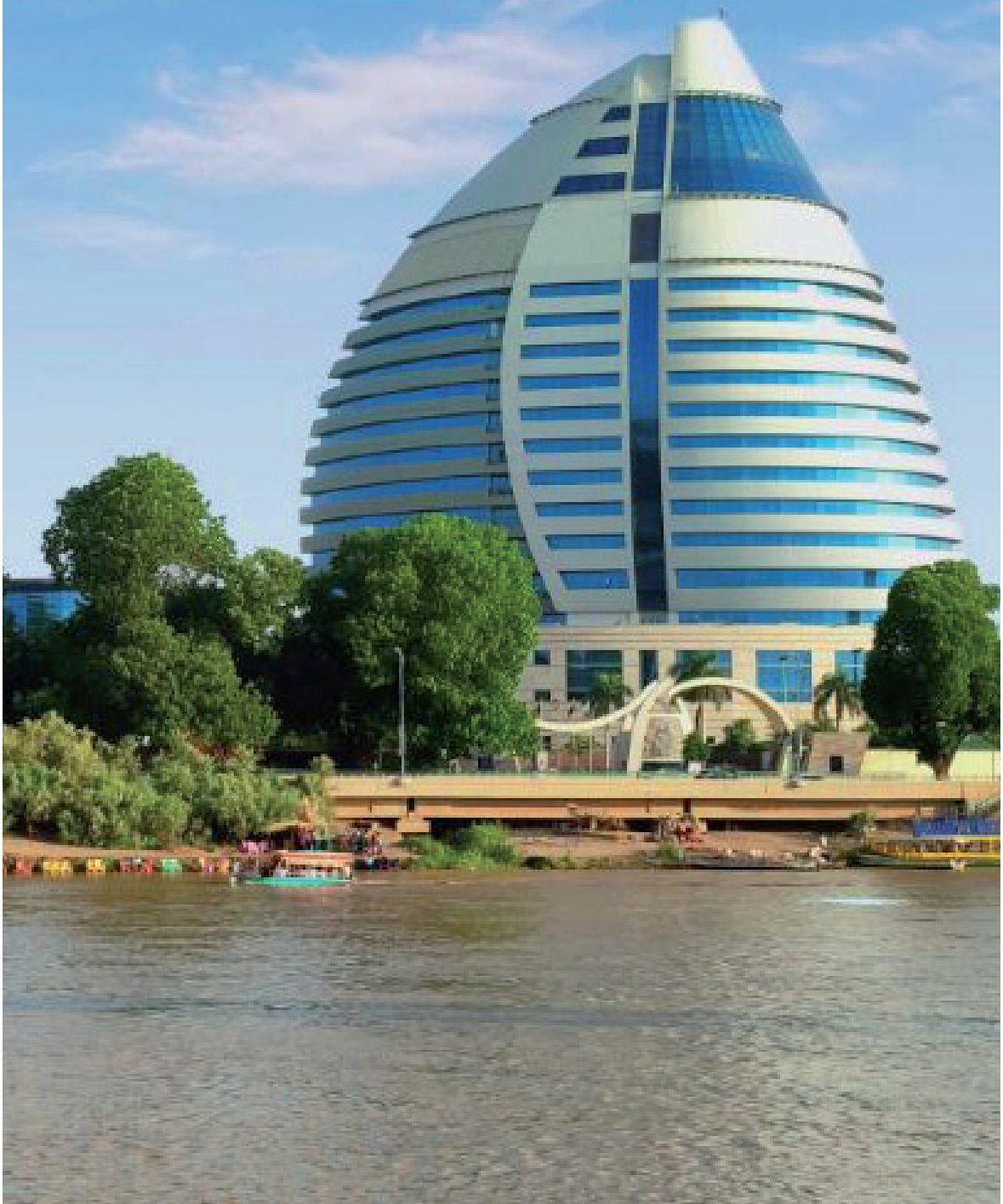
elle reflète à la fois les cicatrices de l'apartheid et les aspirations modernes de l'Afrique. Des quartiers comme Sandton symbolisent la prospérité, tandis que Soweto reste un haut lieu de mémoire et de résistance.



# 4

## Khartoum (Soudan) – 6,3 millions d’habitants

Située à la confluence du Nil Bleu et du Nil Blanc, Khartoum est un centre historique et stratégique en Afrique du Nord-Est. Composée de Khartoum, Omdurman et Khartoum-Nord, elle joue un rôle central dans le commerce, l’administration et la culture soudanaise. Malgré des décennies de bouleversements politiques, la ville continue d’être un carrefour régional important.





## 5 Dar es Salaam (Tanzanie) – 7,4 millions d’habitants

Bien que Dodoma soit la capitale politique, Dar es Salaam demeure le cœur économique de la Tanzanie. Ville portuaire et cosmopolite, elle se distingue par sa croissance rapide et son dynamisme entrepreneurial. Son héritage colonial, combiné à une jeunesse nombreuse et active, en fait un pôle influent de l’Afrique de l’Est.



## 6 Luanda (Angola) – 9,0 millions d’habitants

Capitale de l’Angola, Luanda conjugue héritage colonial et modernité. Après des décennies de guerre civile, la ville a connu un boom économique grâce à l’exploitation pétrolière. Si ses gratte-ciel contrastent avec les quartiers populaires, Luanda demeure un centre stratégique pour l’Afrique lusophone.





7

#### 4. Gizeh (Égypte), 9,3 millions d'habitants

Voisine immédiate du Caire, Gizeh est célèbre dans le monde entier pour ses pyramides et son Sphinx. Mais au-delà de son patrimoine millénaire, la ville est aussi un centre urbain dense et dynamique, faisant partie intégrante de la mégapole cairote.



8

#### Le Caire (Égypte) – 10,1 millions d'habitants

Capitale de l'Égypte, Le Caire est le cœur battant du monde arabe et africain. Fondée au Xe siècle, la ville fascine par son histoire, son patrimoine islamique et sa vitalité économique. Elle accueille le métro le plus ancien du continent et demeure un centre éducatif et religieux majeur, avec des institutions telles que l'université d'Al-Azhar.





## 9 Lagos (Nigeria) – 16,5 millions d’habitants

Ancienne capitale du Nigeria, Lagos est aujourd’hui la plus grande métropole économique d’Afrique de l’Ouest. Centre financier, hub technologique et capitale

culturelle, elle concentre à elle seule près du tiers du PIB nigérian. La ville est aussi le berceau de nombreuses start-ups africaines à succès.



## 10 Kinshasa (RDC) – 17,0 millions d’habitants

Capitale de la République démocratique du Congo, Kinshasa est la ville la plus peuplée d’Afrique. S’étendant sur près de 10 000 km<sup>2</sup>, elle se caractérise par sa diversité culturelle, son dynamisme économique et sa situation géographique unique, face à Brazzaville, capitale de la République du Congo. Kinshasa est aussi un haut lieu de la musique et de la création artistique sur le continent.

Source : La Carte des Monde



CONGO

## Pointe-Noire, la Villa Antonetti, entre mémoire coloniale et valorisation patrimoniale

À Pointe-Noire, rares sont les édifices coloniaux ayant résisté à l'épreuve du temps. Parmi eux, la Villa Antonetti se distingue par sa remarquable conservation architecturale et sa valeur symbolique. Ancienne résidence du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, cette bâtisse emblématique constitue un précieux témoignage du passé, désormais reconvertie en établissement hôtelier en plein cœur de la ville.



À Pointe-Noire, plusieurs bâtiments anciens témoignent encore du riche passé colonial de la ville. Parmi eux, on peut citer l'hôtel de ville, la gare ferroviaire, l'ancien siège de la Compagnie forestière Sangha Oubangui (CFSO), aujourd'hui occupé par la DIRAT, ou encore le bâtiment abandonné de l'école primaire Jean-Félix Tchicaya. Ces édifices, érigés selon une architecture colo-

niale caractérisée par une succession d'arcades sur les façades principales, allient histoire et modernité.

Dans cette même lignée s'inscrit la Villa Antonetti, construite au début des années 1930. Cette demeure fut la résidence officielle de Raphaël Antonetti, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française (AEF), sous l'autorité duquel furent menés à terme, entre 1924 et

1934, les travaux du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et amorcée la construction du port de Pointe-Noire.

La villa, conservée dans son style architectural d'origine, se distingue par sa façade ornée de deux pignons avancés couverts d'une toiture en V inversé, surmontant un perron à balustrade. Située en retrait des immeubles bordant le boulevard Charles de Gaulle, elle demeure,



malgré les mutations urbaines, un lieu chargé de mémoire.

Aujourd'hui reconverte en bar-restaurant et site d'hébergement, elle continue de susciter l'intérêt au cœur du centre-ville, non loin du rond-point Antonetti, où se dresse une stèle en bronze érigée à l'époque coloniale. On peut y lire : « Raphaël Antonetti 1872-1938, gouverneur général de l'AEF de 1924 à 1934. Pendant les dix années de sa présence au Congo, il fut l'artisan inlassable de la construction du Chemin de fer Congo-Océan ».

### Raphaël Valentin Marius Antonetti en quelques mots

Né le 7 décembre 1872 à Marseille et décédé le 7 avril 1938 à Paris, Raphaël Antonetti fut un administrateur colonial français. Durant sa carrière, il exerça diverses fonctions : secrétaire général des colonies,



puis gouverneur dans plusieurs territoires de l'Afrique de l'Ouest, notamment au Dahomey (actuel

Bénin) entre 1909 et 1911, au Haut-Sénégal-Niger entre 1914 et 1917, puis en Côte d'Ivoire de 1918 à 1924. En 1924, il est nommé gouverneur général de l'AEF, succédant à Victor Augagneur. Il exerce cette fonction pendant une décennie, supervisant la construction du CFCO, projet titanesque et controversé. Long de 512 km, le chemin de fer à voie métrique (1,067 mm) comprenait 12 tunnels et 172 ponts et viaducs. Le chantier, qui a coûté 930 millions de francs de l'époque (soit environ 667 millions d'euros actuels), fut émaillé de drames humains: on estime entre 17 000 et 20 000 le nombre d'ouvriers morts ou mutilés sur les 127 000 recrutés.

Cette tragédie fut dénoncée par des intellectuels français, dont André Gide dans Voyage au Congo (1927), ou le journaliste Albert Londres dans Terre d'ébène, qui fustigèrent les pratiques brutales de l'administration coloniale.

Malgré ces critiques, Antonetti inaugura en grande pompe le CFCO le 10 juillet 1934, après avoir lui-même survécu à un accident sur le chantier du viaduc de Mont Mbamba, lors d'une visite d'inspection.

Après dix ans à la tête de l'AEF, Antonetti prend sa retraite en 1934. Il s'éteint à Paris en 1938, à l'âge de 65 ans, laissant derrière lui un héritage aussi controversé que marquant.



Source : Congo-liberty.com

## AFRIQUE

# Les 50 villes les plus attractives selon le classement 2025 d'Oxford Economics

Pour produire son rapport 2025 des villes africaines les plus attractives, Oxford Economics se fonde sur cinq critères pour les évaluer : l'économie, le capital humain, la qualité de vie, l'environnement et la gouvernance. Bien qu'aucune ville africaine ne soit présente dans le classement mondial des 300 premières, plusieurs capitales se distinguent sur le continent.



Pour ce qui concerne la méthodologie et les indicateurs, chaque ville a été notée sur une échelle de 0 à 100 pour chacun des cinq grands critères ci-dessus cités :

- Économie (30 %) : PIB, diversification économique, croissance de l'emploi.
- Capital humain (25 %) : croissance démographique, niveau d'instruction, nombre d'universités.
- Qualité de vie (25 %) : revenu par habitant, criminalité, offre culturelle et récréative.
- Environnement (10 %) : qualité de l'air, émissions de gaz à effet





de serre, anomalies climatiques.

- Gouvernance (10 %) : stabilité politique, libertés civiles, cadre des affaires.

Ces pondérations permettent de générer un score global par ville. À l'échelle mondiale, New York, Londres et Paris dominent le classement.

En Afrique, Le Caire, la capitale de l'Égypte, se classe au premier rang avec une position mondiale de 302<sup>e</sup>. Elle présente de bons résultats en matière de capital humain (56<sup>e</sup> place mondiale) et en économie (171<sup>e</sup> place). Elle se classe avant Port-Louis (338<sup>e</sup>), Nairobi (381<sup>e</sup>), Accra (387<sup>e</sup>) et Alger (389<sup>e</sup>).

Après ce groupe leader, on note la présence de plusieurs grandes villes en Afrique du Nord et en Afrique australe, telles que Casablanca, Rabat, Johannesburg et Gaborone, qui complètent le classement des 10 premières en Afrique.

### Trois nations en avant : Maroc, Égypte, Afrique du Sud

Avec sept villes figurant dans le classement des 50 premières villes du continent, dont Casablanca, Tanger, Fès et Marrakech, le Maroc se distingue comme le pays le plus représenté. Tout comme l'Afrique

du Sud avec des villes telles que Johannesburg, Le Cap, Pretoria et Durban, l'Égypte compte six villes dans sa disposition. Ainsi, ces trois nations exercent une influence considérable sur l'évolution urbaine en Afrique, grâce à leurs infrastructures solides, leur capital humain développé et leurs initiatives de gouvernance urbaine.

### L'Afrique subsaharienne toujours en position de recul

Bien que quelques capitales d'Afrique de l'Ouest (Accra, Dakar, Abidjan) et d'Afrique centrale (Douala, Yaoundé) soient présentes dans le classement, leurs résultats globaux demeurent inférieurs. La compétitivité de ces derniers est souvent affectée par la qualité des infrastructures, l'environnement des affaires et la gouvernance qui y sont généralement considérés comme inférieurs.

À l'échelle mondiale, les villes les mieux classées dans l'indice 2025 d'Oxford Economics sont New York (États-Unis), Londres (Royaume-Uni), Paris (France), San José (États-Unis), Seattle (États-Unis), Melbourne (Australie), Sydney (Australie), Boston (États-Unis), Tokyo (Japon) et San Francisco (États-Unis).

## Les 50 villes africaines les plus attractives en 2025 :

- 1- Le Caire (302<sup>e</sup> rang mondial)
- 2- Port Louis (338<sup>e</sup>)
- 3- Nairobi (381<sup>e</sup>)
- 4- Accra (387<sup>e</sup>)
- 5- Alger (389<sup>e</sup>)
- 6- Casablanca (431<sup>e</sup>)
- 7- Rabat (447<sup>e</sup>)
- 8- Johannesburg (457<sup>e</sup>)
- 9- Constantine (474<sup>e</sup>)
- 10- Gaborone (475<sup>e</sup>)
- 11- Windhoek (487<sup>e</sup>)
- 12- Le Cap (506<sup>e</sup>)
- 13- Lagos (526<sup>e</sup>)
- 14- Tunis (529<sup>e</sup>)
- 15- Nouakchott (539<sup>e</sup>)
- 16- Kigali (540<sup>e</sup>)
- 17- Alexandrie (557<sup>e</sup>)
- 18- Conakry (560<sup>e</sup>)
- 19- Douala (568<sup>e</sup>)
- 20- Oran (578<sup>e</sup>)
- 21- Tanger (584<sup>e</sup>)
- 22- Sfax (591<sup>e</sup>)
- 23- Maputo (592<sup>e</sup>)
- 24- Dakar (594<sup>e</sup>)
- 25- Mombasa (605<sup>e</sup>)
- 26- Lomé (612<sup>e</sup>)
- 27- Kumasi (616<sup>e</sup>)
- 28- Pretoria (617<sup>e</sup>)
- 29- Dar Es Salaam (618<sup>e</sup>)
- 30- Port-Saïd (624<sup>e</sup>)
- 31- Luanda (627<sup>e</sup>)
- 32- Suez (633<sup>e</sup>)
- 33- Kampala (639<sup>e</sup>)
- 34- Fès (640<sup>e</sup>)
- 35- Cotonou (642<sup>e</sup>)
- 36- Ouagadougou (643<sup>e</sup>)
- 37- Harare (647<sup>e</sup>)
- 38- Marrakech (648<sup>e</sup>)
- 39- Agadir (656<sup>e</sup>)
- 40- Yaoundé (662<sup>e</sup>)
- 41- Sousse (672<sup>e</sup>)
- 42- Meknès (682<sup>e</sup>)
- 43- Praia (694<sup>e</sup>)
- 44- Addis-Abeba (712<sup>e</sup>)
- 45- El-Mansourah (715<sup>e</sup>)
- 46- Lusaka (716<sup>e</sup>)
- 47- Durban (722<sup>e</sup>)
- 48- Tanta (727<sup>e</sup>)
- 49- Monrovia (739<sup>e</sup>)
- 50- Bloemfontein (742<sup>e</sup>)

Source : Agence Econfin / Oxford Economics



## SOUDAN

# L'aéroport international de Khartoum en reconstruction après deux ans de fermeture

Fermé depuis plus de deux ans, l'aéroport international de Khartoum est désormais sous contrôle militaire et fait l'objet de vastes travaux de remise en état.

L'armée soudanaise a repris possession des lieux en mars dernier, et ce jeudi, le chef militaire Ibrahim Jaber s'est rendu pour la première fois dans la capitale afin d'évaluer la progression des chantiers. Selon lui, la piste d'atterrissage est d'ores et déjà opérationnelle, mais les terminaux, les halls d'arrivée ainsi que les infrastructures essentielles comme l'électricité et l'eau nécessitent encore d'importantes réparations.

« Si Dieu le veut, nos avions atterriront bientôt et les Soudanais pour-

*ront rentrer chez eux, surtout après une longue absence de leur patrie. Ce sera une bouée de sauvetage qui reliera ceux qui ont été déplacés ou contraints de migrer à ceux qui sont restés au Soudan. Au minimum, les gens pourront revoir leur maison et leur lieu de travail. En tant qu'État, nous pourrions également accueillir ici tous les pays qui ont une représentation chez nous, et le mouvement de l'État se poursuivra », a déclaré Ibrahim Jaber, membre du Conseil souverain de transition.*

Depuis avril 2023, Khartoum et l'ensemble du pays sont ravagés par la guerre civile. Le retour du contrôle militaire sur l'aéroport, ainsi que le relatif calme actuel dans la capitale, pourraient permettre aux organisations humanitaires d'acheminer davantage d'aide. Le conflit a déjà

déplacé environ 12 millions de personnes et poussé une grande partie de la population au bord de la famine.

« Le budget du Soudan est aujourd'hui un budget de guerre, mais certaines priorités s'imposent. Nous examinons les domaines dans lesquels nous pouvons investir pour fournir des services aux citoyens, et c'est la chose la plus importante. C'est pourquoi tout le travail du comité se concentre sur la remise en état des infrastructures essentielles: hôpitaux, électricité, eau et équipements de l'aéroport, afin de permettre aux avions d'opérer dans de bonnes conditions et d'accueillir des passagers », a-t-il ajouté.

Source : Euronews





Le Magazine panafricain  
The PanAfrican Magazine


# HOME


MAGAZINE


Your passport for investment  
in infrastructure, housing and  
real estate in Africa

Votre passeport pour l'investissement  
dans les infrastructures, l'habitat  
et l'immobilier en Afrique



 +226 70202466

 info@homemag.info

 www.homemag.info



HOME Magazine



Innoprox Management : +226 25 40 28 58

# Assurance Crédit-Caution

*Entreprendre en toute  
sécurité.*

## → Les cautions de marchés :

- Caution de soumission
- Caution de bonne exécution
- Caution de restitution d'acompte
- Caution de dispense de retenue de garantie

## → Les garanties financières :

- Caution financière
- Crédit fournisseur

### SONAR-IARD

Siège social : 284, Avenue de Loudun - 01 BP 406 Ouagadougou 01  
Tél. : +226 25 49 69 00/87/88 - Courriel : sonar@sonar.bf  
Site web : www.sonar.bf

